



**LES RELATIONS
ENTRE
LES ETATS-UNIS ET LE MAGHREB**

Mémoire de géopolitique
du Chef d'Escadron Francis STUDZINSKI
dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique du Maghreb"

Directeur de séminaire: Madame Nicole GRIMAUD

Avril 2001

Fiche de présentation

1- Les relations entre les Etats-Unis et le Maghreb

2- Chef d'Escadron (Terre/France) Francis STUDZINSKI

3- 06 Avril 2001

4- Division D.

5- Mémoire de géopolitique.

6- Synthèse du document :

Les Etats-Unis ont des relations anciennes avec le Maghreb, leurs rapports sont bons avec la Tunisie et le Maroc, plus problématiques avec la Libye et l'Algérie. Cependant, Le Maghreb n'a pour les Etats-Unis qu'une importance relative tant sur les plans géostratégique qu'économique. Il n'y a donc pas de politique spécifique américaine dans cette zone qui ne représente pas un enjeu en-soi. Les Américains considèrent que cette région relève de l'influence traditionnelle européenne et ne veulent y apparaître qu'en tant que junior partner. Toutefois, ils ont toujours considéré comme essentiel la maintien de la stabilité au Maghreb, qui repose sur les volets politiques et économiques.

7- Mots clés : Etats Unis, Maghreb, Algérie, Libye, Maroc, Tunisie

Sommaire

Partie I :

Aperçu historique jusqu'aux indépendances

De la fin du 18^e siècle à la seconde guerre mondiale

La guerre et les contacts avec les nationalistes

L'après-guerre et les indépendances

Partie II :

Etats-Unis et Algérie : attraction / répulsion
entre heurts politiques et pragmatisme économique

1962-1978 : de l'opposition au dialogue

1979-1991 : de l'observation à la banalisation

1992-2000 : un Etat sous surveillance

Conclusion : vers un partenariat stratégique ?

Partie III :

Etats-Unis et Maroc : l'ancrage à l'Ouest

Des relations globalement empreintes de respect mutuel et d'amitié

La coopération militaire

La coopération économique

Conclusion : une trop vieille amitié ?

Partie IV :

Sahara Occidental : le dilemme des Etats-Unis

Les origines du conflit

La position américaine

Partie V :

Etats-Unis et Tunisie : la garantie sécuritaire

La vision de Bourguiba

Le protecteur américain

L'originale démarche tunisienne au Moyen-Orient

Conclusion : la nécessaire recherche du frère protecteur

Partie VI:

Etats-Unis et Libye : le shérif et le hors-la-loi

1969-1980 : de la coopération aux prémices de l'affrontement

1981-2000 : la lutte ouverte

Conclusion : vers la normalisation ?

Conclusion :

Y a-t-il une politique américaine au Maghreb ?

Introduction

Résumer les relations entre le Maghreb et les Etats-Unis en une trentaine de pages peut apparaître comme une gageure. A cela plusieurs raisons. En premier lieu, la source documentaire est riche. Ensuite, le Maghreb malgré son appellation générique, ne renvoie pas à un monde homogène. Les traditions historiques et les influences sont différentes entre la Libye et les ex-pays de la sphère coloniale française, qui eux-mêmes ont leur identité propre. Les ressources varient d'un pays à l'autre, les régimes politiques et les aspirations internationales ont beaucoup de points de divergence, et même souvent s'opposent. Enfin, en dépit d'un objectif général visant à assurer la stabilité du Maghreb et l'équilibre entre les Etats maghrébins, les USA ont eu pour chaque Etat une action particulière, fonction de l'intérêt qu'il représentait pour eux. C'est d'ailleurs pourquoi ce mémoire s'attachera en conclusion à répondre à la question :

Y a-t-il une politique américaine au Maghreb ?

Il était donc difficile de traiter le Maghreb dans sa globalité. Par conséquent, la méthode choisie est une étude personnalisée par pays de ses rapports avec les USA. Parent pauvre du Maghreb, la Mauritanie a été volontairement oubliée du fait, d'une part de son importance relativement faible comparée aux quatre autres pays, d'autre part du peu de documentation disponible. Pour mener mon travail, l'approche historique m'a semblée la meilleure et la plus adaptée, car pour chaque Etat du Maghreb, elle a permis de dégager des évolutions et des constantes qui expliquent le présent et projettent vers le futur. Enfin cette étude n'aurait pas été possible sans les éclairages précieux et les axes de recherche donnés par Madame Nicole GRIMAUD, qu'elle en soit vivement remerciée.

1 Aperçu historique jusqu'aux indépendances

Les relations entre les Etats-Unis et le Maghreb sont très anciennes puisque antérieures à l'indépendance des USA et à la colonisation en Afrique du Nord. Elles n'ont pourtant jamais été marquées du sceau de la continuité car le Maghreb n'a jamais représenté qu'une importance relative pour les USA, qui ont toujours considéré cette zone comme relevant traditionnellement de la sphère d'influence européenne. Cependant, périodiquement on note un resserrement des liens de la part des USA qui ont cherché avant tout à préserver par pragmatisme leurs intérêts économiques, commerciaux et politiques.

1.1 De la fin du 18^e siècle à la seconde guerre mondiale

Accédant à l'indépendance en 1776, les colonies nord-américaines cherchèrent à maintenir les relations commerciales établies avec les deux Régences et l'Empire Chérifien sous couvert de traités signés par l'Angleterre. Elles espéraient assurer la sécurité de leur flotte marchande (alors composée d'une centaine de navires) privée de la protection anglaise contre les corsaires en Méditerranée. En 1786, le traité de Marrakech entre le Maroc et la jeune République représentée par John Adams et Thomas Jefferson, est le premier accord signé entre un état maghrébin et les USA. Il octroie à ces derniers des conditions particulièrement avantageuses.¹ Avant la fin du 18^e siècle, les Etats-Unis réussirent à conclure d'autres traités d'amitié et de commerce avec les Etats du Maghreb : 1795 avec le Dey d'Alger, 1796 avec la Tripolitaine et 1797 avec la Tunisie. Ainsi en dépit des réticences des puissances européennes, les USA purent-ils s'implanter en Méditerranée et développer leur commerce, favorisé par ailleurs par l'établissement d'une agence commerciale américaine à Malte en 1783.

Au cours des vingt premières années du 19^e siècle, les Etats-Unis consolidèrent leur position dans la région, obtenant peu à peu des conditions toujours plus avantageuses pour l'exercice de leur commerce et le paiement des tributs. Jusqu'au début des interventions européennes en Afrique du Nord, les USA eurent dans l'ensemble de bonnes relations avec les Etats maghrébins, particulièrement le Maroc et la Tunisie respectueux des accords passés. Les choses se compliquèrent avec la Tripolitaine dont le pacha, mécontent du tribut payé par les Américains, leur déclara la guerre en 1801². C'est d'ailleurs à cette occasion que les Marines américains écrivirent une des premières pages de leur glorieuse histoire³. Les relations furent également difficiles avec la Régence d'Alger et leur dégradation conduisit à une intervention américaine en 1815⁴.

¹ « Ce traité représentait un succès considérable pour la diplomatie américaine car il ne comportait aucune clause exigeant le paiement d'un tribut. Nombre de ses dispositions furent conservées lors de sa renégociation en 1935-36. Toujours en vigueur aujourd'hui, 200 ans après, le Traité d'amitié maroco-américain est le traité de l'histoire américaine doté de la plus grande longévité. » DAMIS (J), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, 1^{er} trim.1986.

² « Les négociations avec le souverain Youssouf Pacha sur le tribut à acquitter pour la protection des bateaux US échouèrent sur le montant du subside à verser, entraînant l'envoi d'une escadre américaine devant Tripoli, où la frégate Philadelphia coula en 1803 ; en 1804, une nouvelle attaque n'eut pas plus de succès ; en 1805, les Américains décidèrent d'appuyer le frère de Youssouf, Ahmed et s'emparèrent de Derna, ce qui contraignit le pacha à traiter. », BURGAT (F) et LARONDE (A), *La Lybie, Que sais-je ?*, édition de janvier 1996.

³ « Des palais de Montezuma aux sables de Tripoli,
Nous nous battons pour notre pays, dans les airs, sur terre, sur mer,
Premiers à combattre pour le droit et la liberté, et préserver notre bonheur intact,
Nous sommes fiers de revendiquer le titre de United States Marines »

Par la suite, au cours du 19^e siècle, les relations entre les USA et les Etats du Maghreb cessèrent de se développer. A cela plusieurs raisons : la détérioration intérieure de ces pays, la colonisation européenne et l'isolationnisme américain. Les USA qui ne voulaient prendre aucune responsabilité politique se contentèrent de jouer un rôle ponctuel de médiateur entre les puissances européennes et les populations locales,⁵ laissant les Européens s'occuper de territoires faisant partie de leur orbite. Ils se préoccupèrent cependant de maintenir leurs rapports commerciaux, voire d'acquérir des droits déjà concédés à d'autres par les états du Maghreb. Ils mirent en place dès 1823 une escadre en Méditerranée afin de protéger leurs navires marchands, et conclurent de nouveaux traités. Le premier signé en 1824 avec la Tunisie leur accorda notamment la clause de la nation la plus favorisée. Le traité de Meknès conclu avec le Maroc en 1836 accordait des droits capitulaires aux citoyens américains et des avantages économiques⁶.

Si les USA ne s'opposèrent pas à la conquête européenne de l'Afrique du Nord, ils s'investirent activement dans le règlement du sort du Maroc, d'abord à la conférence de Madrid en 1880⁷, mais surtout à la conférence d'Algésiras de 1906. Sous l'impulsion de Th. Roosevelt, les USA se posèrent en médiateur dans le différend qui opposait la France et l'Allemagne sur cette question. Le but poursuivi était plus, semble-t-il, de sauvegarder la paix que de protéger des intérêts économiques. Le départ de Roosevelt de la présidence marqua un retour à leur traditionnelle politique isolationniste au point que les USA se désintéressèrent du problème marocain, même au moment de l'affaire d'Agadir. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les USA vont essentiellement s'efforcer de préserver leurs droits en montrant à plusieurs reprises, qu'ils tenaient à conserver l'intégralité des avantages acquis en Tunisie et au Maroc avant l'établissement des protectorats.

En dépit de leur retrait politique, les Etats-Unis eurent une influence indirecte sur le déroulement des affaires intérieures des Etats du Maghreb. En effet, les déclarations du président Wilson, au sortir de la seconde guerre mondiale, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes trouvèrent un écho très favorable dans les milieux musulmans d'Afrique du Nord⁸. Cependant l'engagement américain se réduisit vite puisque dès 1920, ils se replièrent sur leurs problèmes nationaux d'autant que leur absence volontaire de la Société des Nations les empêchait de peser sur la scène internationale.

Extrait de L'hymne des Marines

⁴ « L'Algérie s'étant livrée à divers actes hostiles et ayant saisi plusieurs navires américains, les Etats-Unis lui déclarèrent la guerre. Leur escadre effectua une démonstration devant Alger, à la suite de laquelle un traité fut signé le 28 juin 1915 », « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°7, 1^o trim.1965.

⁵ Le chargé d'affaires américain à Alger servit d'intermédiaire entre les Français et l'émir algérien Abdel Kader. « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°7, 1^o trim.1965.

⁶ Ces traités resteront en vigueur jusqu'après la seconde guerre mondiale en dépit des changements de statut des deux pays.

⁷ Au cours de laquelle, ils obtinrent du Maroc la clause de la nation la plus favorisée réservée jusque là à la France et l'Angleterre. « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°7, 1^o trim.1965.

⁸ « Lors d'un voyage du président Wilson à Rome, en avril 1919, le Parti Jeune Tunisien adressa au président américain un mémoire sur les mesures qu'impliquerait l'application de ses principes en Tunisie. Cette démarche resta d'ailleurs sans effet. Elle permit toutefois de mesurer le retentissement des idées de Wilson au Maghreb. » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°7, 1^o trim.1965.

1.2 La guerre et les contacts avec les nationalistes

Lorsque la guerre éclata et que l'Afrique du Nord apparut comme une position stratégique importante, l'intérêt des USA pour le Maghreb devait renaître. En effet, l'objectif des Américains était d'empêcher que cette région, tout au moins la partie contrôlée par la France, ne bascule dans le camp nazi, puis de s'en servir comme tête de pont pour une pénétration en Europe par le flanc sud. Les USA durent composer avec les oppositions franco-française, dans un premier temps en maintenant des relations avec le gouvernement de Vichy tout en établissant des contacts avec la Résistance, puis après le débarquement de 1942, en jouant la carte Giraud contre de Gaulle.

La période de préparation du débarquement fut l'occasion pour les Américains de reprendre pied en Afrique du Nord par l'intermédiaire d'assistants techniques économiques et militaires, qualifiés officiellement de « vice-consuls », chargés de surveiller l'emploi des importations américaines mais aussi d'établir des rapports sur les principaux événements politiques et militaires. Dépasant leurs objectifs, ces « vice-consuls » furent amenés à prendre des contacts avec la population locale musulmane, ce qui les conduisit ponctuellement à jouer un rôle de conseil. Les Américains cherchaient avant tout à s'assurer l'aide des Musulmans contre les Allemands, voire les Français.

De fait, cette période favorisa les contacts entre responsables américains et musulmans et eut parfois des conséquences sur le développement des nationalismes. Pour la première fois depuis longtemps, les populations locales se trouvaient en contact sur leur sol avec des représentants d'une puissance étrangère autre que française, plus encline à écouter et considérer favorablement leurs revendications. De son côté, le président F. Roosevelt, acquis aux idées de Wilson, était un fervent partisan de la décolonisation et afficha tout au long de la guerre son attachement à la liberté sous toutes ses formes. Cependant il ne montra jamais un désir précipité à régler la problématique coloniale, conscient de la nature de ses principaux alliés contre les forces de l'Axe.

On doit mentionner la rencontre d'Anfa en janvier 1943 entre le sultan du Maroc, Mohammed Ben Youssef, et F. Roosevelt qui eut une grande influence sur le futur souverain⁹. Roosevelt se prononça pour une émancipation rapide du Maroc, reprochant à la France l'insuffisance du développement économique du pays¹⁰. Il proposa alors presque sans aucun doute, une aide économique et technique ainsi que la formation d'étudiants marocains. Le sultan se rendit compte également du peu de confiance que les Anglo-américains accordaient aux représentants français ; son estime de la puissance tutélaire européenne s'en trouva radicalement dévaluée. A partir de ce moment, les Marocains, en particulier les nationalistes proches du Palais qui allaient bientôt former le parti de l'Istiqlal, gardèrent un œil confiant vers les USA. En Tunisie, les Américains soutinrent le chef nationaliste du Néo-Destour, Habib Bourguiba, qui, dès 1943, avait essayé d'entrer en liaison avec eux pour leur exposer les doléances de son parti. En Algérie, des contacts eurent lieu entre le représentant américain Murphy et le leader nationaliste Ferhat Abbas.

⁹ R. Le Tourneau écrit à ce sujet que Mohammed V était passé « de l'enfance à l'enfance à l'adolescence politique...C'était un tout autre homme qui avait quitté le président des Etats-Unis en s'écriant : "Un nouvel avenir pour mon pays" »

¹⁰ On pourra se reporter pour plus de précisions aux études déjà citées parues dans *Maghreb-Machrek*, n°7, 1° trim.1965, et n°111, 1°trim.1986.

1.3 L'après-guerre et les indépendances

L'après-guerre fut une période difficile pour les USA qui durent composer entre les exigences imposées par l'évolution de la politique mondiale, sur les plans stratégique qu'économique, et les principes d'autodétermination des peuples dont ils s'étaient fait les promoteurs. De par sa position en Afrique du Nord, la France leur servit de révélateur et les plaça devant un choix qu'ils auraient voulu éviter. De fait, l'attitude américaine sera une succession de compromis cherchant à ménager chaque partie, pour en final mécontenter tout le monde.

Malgré les encouragements prodigués aux nationalistes¹¹ et les sentiments anti-colonialistes de la plupart des responsables de la politique étrangère américaine, les USA firent peu de choses durant les années qui suivirent. Ayant accédé au statut de grande puissance mondiale, ils durent faire face au déclenchement de la guerre froide et leur priorité absolue devint l'endiguement de la puissance soviétique. Les administrations Truman et Eisenhower s'attachèrent à ménager leur allié traditionnel français dont ils souhaitaient la participation à l'OTAN, et répugnèrent de ce fait à exercer des pressions au sujet de la décolonisation. La guerre de Corée renforça la volonté américaine d'implanter des bases militaires tout autour du globe pour encercler le bloc communiste. Les Américains disposaient déjà de l'accord de la France pour l'utilisation de la base de Kénitra dans le soutien logistique de leur flotte en Méditerranée¹². Ils souhaitèrent élargir leur dispositif et négocièrent l'installation de 5 nouvelles bases au Maroc, destinées à servir de bases d'appui au Strategic Air Command tout en étant hors du champ de l'OTAN qui ne couvrait pas ce pays. Un accord définitif aboutit le 12 juillet 1951 à Washington, qui prévoyait le retour à la France « une fois le danger de la situation mondiale passé ». Ces bases et la forte colonie américaine qui les accompagnaient, furent la source de nombreuses réactions hostiles des populations locales contre « l'impérialisme américain », y compris de la part du sultan qui n'avait pas été mis au courant.

Cette période de l'immédiat après-guerre marqua un développement des échanges économiques entre les USA et le Maghreb, même si contrairement aux idées reçues, ceux-ci restèrent modestes. Ce regain d'intérêt commercial se fit tout d'abord à travers l'application du plan Marshall¹³ qui permit l'équipement industriel des trois pays sous tutelle française et favorisa les relations tout particulièrement avec le Maroc. Celles-ci furent renforcées par l'installation dans ce pays de nombreux Américains démobilisés qui firent fortune en créant de lucratifs établissements d'import-export. On ne saurait cependant parler d'une véritable invasion économique. Les Américains furent également très attentifs au maintien des droits commerciaux et privilèges spéciaux accordés à leurs ressortissants depuis le 19^e siècle. L'arbitrage international sur cette affaire qui les opposait aux Français, réduisit les prérogatives (essentiellement fiscales) que détenaient les citoyens américains mais établit la liberté d'importation, battant en brèche le régime de protectorat français.

¹¹ Si les nationalistes ne reçurent pas grand appui du gouvernement fédéral, ils purent compter sur l'accueil et le soutien des syndicats américains qui, en plus de leur aide morale et financière, organisèrent des cycles de formation, avec bourses d'études et de voyages.

¹² Cette base aéronavale était restée sous pavillon américain jusqu'en 1947, lorsqu'un accord la fit repasser sous pavillon français mais laissa aux Américains des larges facilités d'utilisation.

¹³ Accord franco-américain du 28 juin 1948.

Les crises de l'indépendance qui éclatent quasi-simultanément dans les trois pays du Maghreb compliquent la position américaine. Washington doit maintenir une étroite solidarité avec son allié français, préserver ses bases stratégiques et maintenir l'équilibre politique mondial qui pourrait être modifié à ses dépens par le succès de mouvements nationalistes. Parallèlement, les USA se doivent, auprès des pays du Tiers-Monde et en vertu de leurs principes, d'afficher leur désapprobation envers le colonialisme d'autant que l'action des leaders maghrébins tels que Bourguiba ou Mohammed V ne s'inscrit pas dans une démarche pro-communiste. La complexité de la politique américaine qui consiste à ne pas trop s'engager d'un côté ou de l'autre, se révèle lors de l'examen des questions coloniales par les Nations-Unies¹⁴. Les USA refusent de voter contre la France mais s'abstiennent lorsque la question tunisienne est évoquée au Conseil de Sécurité en 1952 ou lors des débats sur l'Algérie entre 1958 et 1960.

On peut résumer l'attitude américaine par un soutien officiel mais nuancé à la France, notamment en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie. Dans ces cas, les USA font confiance à la France pour trouver une solution négociée. La durée limitée des affrontements entre la France et les nationalistes de ces deux pays, ainsi que leur accession à l'indépendance dès 1956, justifie à posteriori cette prudente réserve. A contrario, la longueur et la violence du conflit algérien, son internalisation progressive amènent les USA à revoir leur perception initiale consistant à considérer cette affaire comme étant d'ordre intérieur pour prendre une position plus tranchée à partir de 1957, du moins au sein de l'opinion¹⁵. Le point culminant de la réprobation sera atteint lorsque la France bombarde en représailles le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef¹⁶. C'est donc avec intérêt que les USA accueilleront l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et soutiendront son action pour la résolution de la crise.

Les Etats-Unis ont souvent été accusés d'avoir cherché à supplanter la France en Afrique du Nord. De fait ils ne pouvaient se désintéresser de cette région où ils avaient des intérêts stratégiques, alors qu'une éclipse de l'influence française au Maroc et en Tunisie était possible du fait du problème algérien. En fait, les USA, sans chercher à contrecarrer la politique française, se sont surtout attachés à préserver l'équilibre politique et économique de la région. Cette orientation des relations entre les Etats du Maghreb se poursuivra au-delà des indépendances.

¹⁴ Le discours du porte-parole américain H. Byroade devant l'Assemblée générale le 31 octobre 1953 résume la politique menée par le Département d'Etat : « ...Nous avons grand intérêt à voir la France puissante et nous avons une profonde amitié pour le peuple français. Nous avons aussi une politique très ferme de soutien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Cette situation est un des cas où il est de notre intérêt de ne pas choisir pour le seul fait d'avoir fait un choix. Nos intérêts fondamentaux ne peuvent être sauvegardés que par un arrangement acceptable à la fois par la France et les pays nord-africains... » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim. 1965

¹⁵ Arguant d'une détérioration des rapports avec la Tunisie et le Maroc menaçant les intérêts stratégiques US dans la zone et affaiblissant le flanc sud de l'OTAN, le sénateur d'opposition J.F. Kennedy n'hésite pas à affirmer devant la commission des Affaires Etrangères le 2 juillet 1957, qu'il faut préparer la voie à l'indépendance de l'Algérie.

¹⁶ Le 8 février 1958, l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef suspecté de servir de base arrière pour l'ALN algérienne, mais aussi pour "punir" la Tunisie de son soutien à la cause algérienne.

2 Etats-Unis et Algérie : attraction / répulsion entre heurts politiques et pragmatisme économique

L'ambiguïté et l'originalité de la politique étrangère algérienne reposent sur la dualité de deux principes généraux apparemment antagonistes. Sur le plan idéologico-politique et stratégique, l'Algérie a toujours été soucieuse de renforcer son indépendance nationale face à tous ses partenaires étrangers et s'est de fait activement engagée au niveau international sur la voie du non-alignement et de la lutte contre tous les impérialismes qu'ils soient communiste, américain ou néo-colonial. Sur le plan économique, les dirigeants algériens ont cherché à découpler les relations techniques et commerciales des rapports politiques. Ce pragmatisme économique leur a fait mettre de côté leur rigidité idéologique face à leurs interlocuteurs occidentaux. Ainsi, l'Algérie a-t-elle toujours été attirée par les Etats-Unis, sa puissance financière, économique et technologique, mais sans jamais pouvoir s'en rapprocher totalement pour des considérations d'ordre politique et idéologique. Les relations américano-algériennes oscilleront, suivant la période, entre la prépondérance de l'axe économique convergent ou de l'axe idéologico-stratégique divergent.

2.1 1962-1978 : de l'opposition au dialogue

1962-1965 : des débuts difficiles

Cette période est marquée par les profondes divergences entre les philosophies politiques de chaque pays. L'Algérie peine à trouver sa stabilité intérieure et veut compenser en s'affirmant sur la scène internationale, par la promotion avec détermination d'une politique aussi active qu'efficace de non-alignement. Cependant la nécessité de manifester son engagement la conduira parfois à prendre des postures maladroitement, comme le voyage de Ben Bella à Cuba. De leur côté, les USA, soucieux de contenir la poussée communiste dans le monde et particulièrement dans les pays issus de la décolonisation, réagissent avec irritation et fermeté contre tout ce qui pourrait contrecarrer leur politique.

L'opposition idéologique entre les deux pays se cristallisa dès octobre 1962 avec la rencontre entre Ben Bella et Castro à Cuba. Cette entrevue choqua et surprit d'autant plus les Américains¹⁷ qu'elle survenait au lendemain d'une prise de contact cordiale entre Ben Bella et Kennedy. Les Algériens souhaitaient remercier les Castristes pour leur soutien dans la guerre d'indépendance et équilibrer leur visite aux USA par un passage dans un pays du bloc opposé afin d'afficher ostensiblement l'indépendance de leur positionnement géostratégique. Le problème est que ce séjour se conclut par une déclaration commune virulente à l'égard des USA, concernant notamment leur présence sur la base de Guantanamo, et tombait au moment de l' "affaire des fusées".

¹⁷ « Après son passage à Washington, à la grande surprise de Kennedy qui en fut vivement contrarié, le leader algérien alla rendre visite à Fidel Castro pour lequel, en apparence, il avait aussi des sentiments fraternels : il se joignit rapidement à lui pour publier un communiqué pressant les Etats-Unis de se retirer de Guantanamo. Kennedy avait trouvé Ben Bella sincère et sympathique, et ce qu'il considérait comme une naïveté désespérante ou une insulte délibérée, le laissa perplexe. » SCHLESINGER Jr (A.M.), Les 1000 jours de Kennedy, Denoël, 1966, p 509.

Une nouvelle tension apparaît lors de la guerre des sables qui oppose l'Algérie et le Maroc en octobre 1963. L'Algérie reproche aux Etats-Unis d'avoir violé leur neutralité en participant au transport des soldats marocains¹⁸. De plus, l'Algérie s'est heurtée au refus américain de lui livrer de l'armement et a dû se tourner dans l'urgence vers le bloc communiste pour l'achat d'armes et de matériels lourds. Le ressentiment à l'égard des Etats-Unis est alors très fort, entretenu par la présence de conseillers français proches du pouvoir et « dont l'anti-américanisme était viscéral »¹⁹.

D'autres points de friction existent. En mars 1963, le gouvernement algérien nationalise les biens abandonnés par les citoyens étrangers (dont quelques américains) lors de l'indépendance²⁰. De leur côté, les USA suspectent une partie de l'entourage de Ben Bella de tendances marxistes²¹ et craignent que le progressisme algérien ne contamine ses voisins. Ils sont également très irrités par le soutien apporté aux mouvements raciaux contestataires américains tels que les « Black Panthers ». Sur le plan international, Algériens et Américains s'opposent notamment sur la question du Congo ou le soutien au leader Tiers-Mondialiste marocain Ben Barka, peu apprécié par les Américains. Cependant les contentieux les plus importants concernent l'engagement américain au Vietnam et l'affrontement israélo-arabe sur lequel nous reviendrons. Concernant le Vietnam, l'attitude algérienne s'explique surtout par la solidarité entre les deux peuples née de la lutte commune contre la France pour l'indépendance.

1965-1968 : vers la rupture

Les USA voient en l'arrivée au pouvoir de Boumediène, en juin 1965, la mise à l'écart du groupe de conseillers marxisants gravitant autour du pouvoir. Néanmoins les tensions restent vives entre les deux pays, en raison tout d'abord de la remise en cause de l'aide américaine, essentiellement alimentaire. En effet les USA essaient de faire pression pour obtenir réparation de la nationalisation des « biens vacants » en 1963²², ce à quoi s'oppose formellement l'Algérie qui craint des revendications similaires de la part de la France. De plus, inquiets pour leur sécurité en 1966-68, le Maroc et la Tunisie en appellent aux USA qui leur fournissent des crédits pour compenser les achats d'armes soviétiques faits par l'Algérie²³, ainsi qu'un soutien actif (Maroc) ou tacite (Tunisie). L'Algérie le perçoit comme un engagement clair contre elle.

Mais la véritable opposition va naître de la problématique moyen-orientale. L'Algérie, guidée par son passé révolutionnaire et ses choix moraux et politiques, apporte

¹⁸ Rapporté par SCHAAR (S.H.), *The Algerian domino theory*, American Universities Field Staff, 1967, (Reports service ; North Africa series, vol XIII, n°8) et QUANDT (W.B.), « Can we do business with radical nationalists ? Algeria :Yes » in *Foreign Policy*, n°7, été 1972, p 118. Ces auteurs considèrent cependant que ces allégations sont non-fondées.

¹⁹ GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, 1984, p147.

²⁰ En fait les USA seront plus contrariés par le principe que par la valeur des spoliations qui ne représentent que quelques millions de dollars.

²¹ « En Algérie cet entourage n'était pas non plus vraiment vu d'un bon œil et fut une cause, parmi d'autres, de la déposition de Ben Bella en juin 1965. Un rapport officiel américain parlera de « Pro-Communist influences in important making-positions » », AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, 2000, p57.

²² L'amendement Hickenlooper prévoit le refus de toute aide envers des Etats ayant nationalisé les biens de citoyens américains.

²³ « M.Bourguiba Jr, ministre des Affaires Etrangères avait reçu « l'assurance formelle mais orale que les Etats-Unis défendraient la Tunisie en cas d'agression [notamment de la part de la Lybie ou de l'Algérie] » ». GRIMAUD (N.), op. cit., p 148.

un soutien assidu à la cause palestinienne dans sa lutte contre Israël, mais aussi pour son émancipation de toute tutelle arabe, position originale qui distingue l'Algérie et provoquera l'irritation de nombreux pays arabes²⁴. Pour leur part, les USA s'impliquent activement auprès de l'Etat hébreu pour des raisons philosophiques et stratégiques (Israël apparaît comme la tête de pont occidentale dans cette région). Les divergences évidentes entre les deux diplomaties ne pouvaient déboucher que sur une confrontation, voire une rupture. Le 06 juin 1967, au lendemain du déclenchement de la guerre israélo-arabe des Six-Jours, l'Algérie décide, à l'instar de certains pays arabes, de rompre avec Washington. Vu d'Alger, cette rupture se voulait plus comme une suite logique des principes affirmés de la politique extérieure que comme un acte hostile envers les Etats-Unis²⁵. Néanmoins, il en résulte la suppression de toute aide américaine ainsi que l'alourdissement du contentieux puisque l'Etat algérien prend le contrôle puis nationalise les intérêts américains, essentiellement pétroliers.

1969-1978 : le pragmatisme économique

Pour expliquer l'évolution qui va survenir, il convient de revenir sur la période précédente. L'orientation de la politique économique dès l'arrivée au pouvoir de Boumediène illustre parfaitement le découplage entre les axes politique et économique dans les relations américano-algériennes. Dès 1966, soucieuse de remodeler ses liens avec la France et de se dégager de la présence jugée excessive des entreprises françaises sur son territoire, l'Algérie recherche de nouveaux partenaires occidentaux. En 1966, la société nationale pétrolière Sonatrach s'associe aux sociétés américaines South Eastern Drilling et Independentex pour créer des sociétés de service spécialisées dans le forage et la prospection sismique. Si un coup d'arrêt intervient avec les nationalisations de 1967, les pétroliers continuent à jouer un rôle précurseur et certaines compagnies américaines acceptent de rester sur la base de contrats novateurs où la Sonatrach détient 51%²⁶, permettant à l'Algérie de garder sa souveraineté sur son pétrole.

A partir de 1969, le blocage idéologique a cédé le pas au réalisme économique. Les revenus pétroliers donnent la force au courant industrialiste de bousculer les réticences inspirées de scrupules idéologiques. Les responsables de l'économie peuvent envisager le développement du pays axé en priorité sur la grande industrie, matérialisé par les plans successifs 1967-69 et 1970-73. Mais cela nécessite des apports en capitaux et en biens d'équipements. Alors que la France s'engage dans les incertitudes de "l'après de Gaulle", la fascination pour les USA et leur technologie avancée est grande. Elle est entretenue par la multitude d'Algériens ayant étudié dans les universités américaines pendant la guerre d'indépendance ainsi que par de nombreux cadres de la Sonatrach formés aux Etats-Unis. Le but des Algériens est alors de parvenir à exporter aux USA leur gaz et leur pétrole pour se constituer les réserves en devises nécessaires à l'acquisition des technologies de pointe suivant le principe énergie contre technique. La concrétisation la plus marquante de cette évolution est la signature en 1969 du contrat

²⁴ C'est l'Algérie qui proposera au sommet de Rabat en 1974, la reconnaissance de l'OLP de Y.Arafat comme "seul et légitime représentant du peuple palestinien", s'opposant à d'autres plans établis.

²⁵ D'ailleurs l'Algérie n'hésitera pas à accuser l'Egypte de l'avoir entraînée sous couvert d'informations erronées concernant l'engagement direct des USA dans les combats aux côtés d'Israël.

²⁶ Un contrat de ce type sera notamment conclu avec l'indépendant américain Getty. La direction de la compagnie est algérienne et Getty s'engage à fournir des fonds pour de nouvelles explorations.

gazier Sonatrach-El Paso²⁷ qui revêt une importance à la fois technique, commerciale et politique.

Pour autant les principales dissensions²⁸ géopolitiques demeurent. L'Algérie maintient son soutien au Vietnam²⁹. Hostile au plan Rogers sur le Moyen-Orient, elle s'engage en faveur de l'embargo pétrolier décidé par l'OPAEP³⁰ à l'encontre des USA lors de la guerre du Kippour en octobre 1973 et sera l'un des plus réticents à sa levée en mars 1974. L'Algérie poursuit son implication active au sein du mouvement des Non-Alignés et milite pour une nouvelle organisation des rapports économiques mondiaux mieux adaptée au développement des pays du Sud. Autour de propositions présentées au sommet des Non-Alignés à Alger en septembre 1973, puis lors du débat sur le développement à l'ONU en avril-mai 1974, elle entend pour cela s'appuyer sur la puissance potentielle de l'OPEP et se heurte aux tentatives d'H. Kissinger d'affaiblir cette organisation. L'influence exercée par l'Algérie au sein du Tiers-Monde et des pays arabes amène les USA à l'associer à leurs tentatives de règlement diplomatique au Moyen-Orient. H. Kissinger effectuera deux visites à Alger en décembre 1973 et avril 1974 pour informer le président Boumediène des progrès, ce dernier sera reçu à Washington en avril 1974 (alors que les deux pays n'ont toujours pas de relations officielles). Même si le président algérien ne donne qu'un acquiescement mesuré aux efforts américains, ces visites ouvrent la voie au rétablissement des relations diplomatiques en novembre 1974. L'Algérie fondera ensuite de grands espoirs sur l'arrivée au pouvoir de J. Carter en 1976 qui exprime son désir de rapprochement. Mais le Moyen-Orient restera une pomme de discorde : l'Algérie qui soutient l'OLP est opposée au règlement séparé entamé par l'Egypte, voyant là une tentative des USA pour diviser le monde arabe.

Parallèlement la coopération économique se poursuit en profitant d'une conjoncture favorable : contentieux pétrolier franco-algérien, indemnisation des sociétés pétrolières américaines nationalisées, rétablissement des relations diplomatiques. Progressivement les échanges commerciaux se multiplient notamment dans le domaine des hydrocarbures, les USA devenant le premier client de la Sonatrach en 1971-72. Un nombre important d'entreprises s'implante en Algérie (plus de 1000 en 1978³¹), des étudiants algériens se perfectionnent aux USA³², les Etats-Unis deviennent le premier partenaire commercial. Seule ombre au tableau : les transactions concernant le gaz (contrats El Paso, Panhandle et Distrigas) ne se concrétiseront pas pour des raisons techniques mais aussi sous la pression conjuguée du marché intérieur américain et de la réglementation fédérale relative à l'énergie, traduisant en fait les hésitations de la politique américaine³³. Par ailleurs la coopération technique est dense entre les deux pays. Elle s'applique bien sûr dans toutes les spécialités liées au domaine énergétique, où les américains ont acquis une position technologique dominante. Elle s'exerce aussi dans d'autres secteurs tels que la pétrochimie ou l'électronique (ITT, General Telephone & Electric).

Le Chef de l'Etat algérien avait bien résumé en disant que « des désaccords existaient sur certains problèmes internationaux, mais que l'Algérie voulait faire des

²⁷ Livraison sur la côte est américaine de 10 milliards de m³ de GNL (gaz naturel liquéfié) par an pendant 25 ans. Pour plus de précisions, se reporter au livre de AIT-CHAALAL (A.), op. cit., p 229.

²⁸ Le problème du Sahara Occidental sera évoqué dans un chapitre spécifique

²⁹ Cette divergence disparaîtra d'elle-même avec la victoire du Nord-Vietnam en 1975

³⁰ Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole

³¹ Selon N. Ait Laoussine, à l'époque vice-président de la Sonatrach. GRIMAUD (N.), La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978), Karthala, 1984, p157.

³² Près de 3000 en 1979, dont un millier de la Sonatrach. AIT-CHAALAL (A.), op. cit., p 234.

³³ Pour plus de précisions, se référer à GRIMAUD (N.), op. cit., p154.

affaires avec les Etats-Unis. Donc que les Etats-Unis fassent leur politique sur le plan international, que l'Algérie fasse la sienne, mais que cela n'influe pas sur le plan commercial. »³⁴

2.2 1979-1991 : de l'observation à la banalisation

Des nouvelles perspectives

L'arrivée au pouvoir de Chadli Bendjedid en février 1979 inaugure une période où les relations algéro-américaines vont entamer un processus de lente amélioration. Dès sa prise de fonction, celui-ci se prononce en faveur d'un dialogue décripé avec les USA³⁵. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Sur le plan intérieur, malgré les inerties et les luttes de pouvoir, l'Algérie tente de sortir de l'ère Boumediène et de ses options politico-idéologiques et économiques. D'autre part la conjoncture internationale change. Plusieurs causes pour lesquelles l'Algérie avait mené combat s'étiolent. Le sommet de Cancun en octobre 1981 est un échec et sonne le glas des ambitions algériennes pour la redéfinition du dialogue Nord / Sud. La chute du baril de pétrole à partir de 1983 affaiblit l'OPEP³⁶ et le monde arabe est divisé sur la question du Moyen-Orient. La politique étrangère de l'Algérie est donc moins militante, et par conséquent moins antagoniste vis-à-vis des Occidentaux, en particulier des Etats-Unis. Le Président Chadli affiche clairement sa volonté de plus de pragmatisme. Un événement majeur va favoriser l'apparition d'un nouveau climat : en 1980-81, les Algériens jouent un rôle majeur d'intermédiaires dans les contacts en vue de la libération des otages américains de Téhéran. Ce succès de prestige trouve un grand écho à travers tous les Etats-Unis.

Une lente amélioration des relations bilatérales

Cependant la vision de l'Algérie comme "pays radical", voire hostile ne disparaît pas immédiatement, d'autant que les années 80 marquent l'arrivée aux commandes de l'administration Reagan. Celle-ci se méfie de cette nouvelle image de respectabilité alors que les motifs d'irritation restent nombreux. Nous reviendrons plus loin sur l'opposition algérienne aux accords égypto-israéliens de Camp David, mais on peut citer également l'abstention de condamnation publique pour l'invasion soviétique en Afghanistan ou le soutien algéro-libyen aux rebelles sandinistes du Nicaragua. Ainsi l'Algérie qui escomptait un bénéfice politique de son action dans l'affaire des otages doit "digérer" une orientation nette des USA en faveur du Maroc dans le différend sarahoui, concrétisée par un accord militaire entre les deux pays signé en mai 1982³⁷.

Cet accord, paradoxalement, débloque les relations entre l'Algérie et les USA du fait du choix sans équivoque de l'allié régional. Cette évolution positive s'appuie également sur le règlement du contentieux gazier, ainsi que sur la personnalité du

³⁴ AIT-CHAALAL (A.), op. cit., p 232.

³⁵ En fait le Président Chadli adresse aux deux super-puissances un message leur faisant part du désir de l'Algérie de placer ses relations sous le signe de l'équilibre. Puisque les rapports avec l'URSS sont déjà corrects, cela signifie que l'Algérie souhaite un rapprochement avec les USA. GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXX, CNRS Editions, 1991, p 419

³⁶ Organisation des pays exportateurs de pétrole

³⁷ En fait l'Algérie obtiendra néanmoins le droit de se doter d'avions de transport C130, alors que les USA répugnent traditionnellement à équiper de leur matériel toute armée en rapport avec les Russes. GRIMAUD (N.), op. cit., p 421.

nouveau secrétaire d'Etat américain, G. Schultz, et sa connaissance réelle du pays³⁸. Un dialogue politique réel est entrepris qui se concrétise par la visite en septembre 1983 à Alger du vice-président Bush, officiel américain du niveau le plus élevé à se rendre dans ce pays depuis l'indépendance. Sur le plan international, l'action modérée de l'Algérie dans plusieurs dossiers chauds est appréciée : Proche-Orient, otages du Liban et surtout au Maghreb par son opposition à l'expansionnisme libyen au Tchad. En août 1984, le traité signé à Oujda entre le Maroc et le Libye renforce la volonté américaine de rééquilibrer ses relations au Maghreb. En avril 1985, pour la première fois, le Chef de l'Etat algérien se rend en visite officielle aux Etats-Unis, marquant le changement qualitatif des rapports entre les deux pays. L'Algérie est inscrite sur la liste des pays susceptibles de recevoir du matériel militaire américain³⁹, un accord est signé qui débouche sur une aide militaire à partir de 1986⁴⁰. Au plan économique, une commission mixte est créée, une coopération essentiellement agricole⁴¹ et culturelle s'installe, le flux pétrolier reprend et en 1987, les USA sont le premier client du brut saharien et de produits raffinés⁴².

Des discordances persistantes

Malgré le rapprochement incontestable entre les deux pays durant cette période, les relations restent marquées par des divergences majeures sur certains sujets. Nous reviendrons en détails sur le problème du Sahara Occidental dans la partie consacrée au Maroc. Il faut cependant rappeler succinctement que l'Algérie reproche aux USA son parti pris dans le différend qui l'oppose au Maroc sur cette question.

La situation au Moyen-Orient reste un point de désaccord entre l'Algérie et les Etats-Unis, comme il l'avait été au cours des périodes précédentes. On a déjà vu que l'Algérie s'était opposée à la solution américaine d'une paix séparée et n'avait pas hésité à rompre ses relations avec l'Egypte en 1977 lors des premiers pourparlers engagés par ce pays avec Israël, débouchant sur l'accord de paix signé en mars 1979. L'Algérie se range du côté du "front de la fermeté". Elle se prononce clairement pour un soutien au peuple palestinien⁴³. De leur côté, les USA notamment sous Reagan, considèrent Israël comme un allié plus que jamais indispensable. Cette période marque de plus un regain d'affrontements entre les deux peuples descendants d'Abraham : invasion israélienne du Liban en 1982 provoquant l'expulsion des Palestiniens, massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila en septembre 1982, bombardement israélien des locaux de l'OLP à Tunis le 1^o octobre 1985.

Les positions sont à priori inconciliables, pourtant un dialogue s'instaure entre les deux pays. En 1985, les USA solliciteront ainsi l'Algérie pour jouer un rôle auprès de

³⁸ G. Schultz était un ancien responsable de la société d'ingénierie Bechtel qui travaillait avec l'Algérie. ³⁸ AIT-CHAALAL (A.), op. cit., p 170.

³⁹ En fait, les Américains veilleront à ne pas avantager l'Algérie par rapport au Maroc. En 1985 ils refuseront la livraison d'avions F16 aux Algériens, supérieurs aux F5 marocains. GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in Annuaire de l'Afrique du Nord, tome XXX, CNRS Editions, 1991, p 424.

⁴⁰ Cette aide malgré sa progression (\$ 52 000 en 1986, \$ 100 000 en 1987 et 88, \$ 150 000 proposés en 1990) reste loin de celle allouée au Maroc (41,5 millions \$ en 89) et à la Tunisie (31,45 millions \$ en 89). GRIMAUD (N.), op.cit, p 423.

⁴¹ Un crédit de \$ 600 millions est ouvert à l'Algérie en novembre 87 pour le développement du secteur agro-alimentaire. GRIMAUD (N.), op.cit., p 423.

⁴² GRIMAUD (N.), op.cit., p 423.

⁴³ L'Algérie sera d'ailleurs le premier Etat à reconnaître l'Etat indépendant de Palestine autoproclamé par Y.Arafat le 15 novembre 1988.

la Syrie, et les deux Etats se rejoindront sur la question libanaise en 1989-90⁴⁴. Cependant la crise du Golfe en 1990-91 sera un révélateur des divergences de fond entre Algériens et Américains. L'Algérie, si elle condamne l'invasion irakienne, s'opposera aux USA en se prononçant et en agissant diplomatiquement pour une solution arabe au conflit. Elle⁴⁵ s'élèvera contre tout recours à la force et la présence dans cette région de forces étrangères, en particulier occidentales.

2.3 1992-2000 : un Etat sous surveillance

Devant les violences qui débutent en Algérie en 1992⁴⁶, les autorités américaines sont tout d'abord dans l'expectative sur les capacités du pouvoir algérien à maîtriser la situation. Ce chaos n'affecte pas les lignes directrices traditionnelles de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Algérie, d'autant que leurs intérêts dans ce pays ne sont pas directement menacés. Pour eux, la crise n'est pas seulement sécuritaire. S'ils ne sont pas résolus à temps, les problèmes politiques et économiques risquent de faire avorter toute tentative de ramener la paix dans le pays, mais aussi de nuire durablement à la stabilité de l'ensemble du Maghreb et même de l'Europe du Sud. C'est pourquoi les USA accueilleront favorablement la tentative de démocratisation politique⁴⁷ mise en place par L. Zéroual à partir de 1995. Celui-ci lance également les réformes conduisant à la réduction du déficit budgétaire et de l'inflation ainsi qu'à l'adoption d'une législation libérale pour le commerce et l'investissement. Mais pour attirer les capitaux étrangers, l'Algérie doit accélérer son programme de privatisation⁴⁸. Même si le président Bouteflika poursuit sur la voie de son prédécesseur avec la loi sur la concorde civile en 1999, les USA considèrent qu'ils doivent rester vigilants et continuer à faire pression pour rappeler aux responsables algériens leur devoir envers les populations, ce qu'ils font en appuyant les commissions d'enquête internationales.

Conclusion : vers un partenariat stratégique ?

Nicole Grimaud écrit⁴⁹ « Que l'on ne s'y trompe pas, les dirigeants algériens ont depuis longtemps souhaité entretenir de bons rapports.[...] Leur admiration va en effet à la toute-puissance acquise par le nouveau Monde et à l'avance technologique qu'il a su acquérir. Mais si cette vision a été présente dès 1962, elle a dû attendre pour s'imposer que la poussée du développement lui fournisse un support favorable. ». Le découplage opéré par les dirigeants algériens entre les axes politique et économique a en fait toujours permis de maintenir des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis, l'un ou l'autre domaine ayant été prépondérant en fonction de la conjoncture. Depuis l'indépendance,

⁴⁴ Pour plus de précisions, consulter AIT-CHAALAL (A.), op. cit., p 179.

⁴⁵ L'Algérie est d'autant plus encline à adopter cette position que cette période coïncidait avec les élections, et que l'exploitation du sentiment panarabique pouvait être un contrepois à l'influence grandissante des Islamistes.

⁴⁶ Au début de l'année, craignant l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes musulmans, le gouvernement et l'armée suspendent le processus législatif entamé en décembre 1991. C'est le début de l'affrontement entre le pouvoir en place et une nébuleuse de groupes armés.

⁴⁷ Nommé "Président de l'Etat" par une Conférence Nationale, Zéroual organise en novembre 95 les premières élections présidentielles ouvertes, fait adopter une nouvelle constitution en 1996, et des élections législatives ont lieu en 1997.

⁴⁸ En 1998, le secteur public représente encore 80% de l'économie.

⁴⁹ GRIMAUD (N.), La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978), Karthala, 1984, p143.

malgré des divergences persistantes, on ne peut que constater une évolution positive des rapports entre les deux pays puisque l'on est passé d'un dialogue difficile au début à une quasi-normalisation des relations. En définitive, l'Algérie a obtenu un succès relatif dans sa relation avec les USA. Elle a acquis le statut de partenaire qui n'est plus suspecté à priori et avec qui on peut coopérer fructueusement.

Si l'aspect géo-économique est prépondérant dans la stratégie américaine vis-à-vis de l'Algérie, celle-ci pourrait profiter d'un regain d'intérêt géopolitique grâce à la théorie américaine des « Etats-pivots »⁵⁰. Celle-ci consiste à dire que les Etats-Unis, pour faire face aux risques d'influence et d'incohérence vis-à-vis du monde en développement, doivent se concentrer sur certains pays dont sur la stabilité est décisive pour la sécurité mondiale et qui peuvent servir de relais pour promouvoir les intérêts US sur la scène internationale. Les découvertes pétrolières renforcent la crédibilité d'une Algérie « Etat-pivot », et les USA ont quadruplé leurs investissements en 1999⁵¹. Les visites successives du commandant de la 6^e flotte US en septembre 2000 et du chef d'état-major de l'US Air Force en octobre 2000 amènent certains analystes à penser que pourrait se constituer un partenariat stratégique concurrent de l'axe Rabat-Washington . Il reste à savoir si la nouvelle administration Bush poursuivra sur cette voie qui soulève l'hostilité des milieux américains pro-marocains.

⁵⁰ théorie développée par CHASE (R.), HILL (E.) et KENNEDY (P.), « Pivotal states and US strategy », in *Foreign Affairs*, vol 75, n°1, janv-fév 1996, pp 33-52

⁵¹ Jusqu'à présent, ceux-ci se montaient annuellement à \$ 500 millions

Comme nous l'avons vu dans la première partie, les Etats-Unis et le Maroc ont une affinité originelle antérieure à l'indépendance américaine. Néanmoins leurs relations entrent dans le cadre beaucoup plus large de l'orientation naturelle du Maroc vers l'ouest et de son identification progressive au camp occidental. Le Maroc a constamment voulu avoir des liens privilégiés avec l'Occident à travers deux pôles complémentaires : la France et les USA, entre lesquels il a recherché un équilibre voire parfois une certaine concurrence. De leur côté, les USA ont toujours considéré le Maroc comme un allié politique irremplaçable et un atout stratégique important dans la région. Cependant leurs liens avec ce pays ne sont qu'un volet de leur politique globale, tant à l'égard du Maghreb que de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ainsi ils n'ont jamais voulu s'investir comme première puissance dans ce pays, préférant jouer le rôle de junior partner, mais prêts à assumer la relève lors des tensions entre le Rabat et Paris. On peut ainsi noter trois périodes fortes de resserrement des liens entre les USA et le Maroc : l'arrivée au pouvoir de Hassan II en 1961, la fin des années 70 sous la présidence Carter, et la présidence Reagan à partir de 1981. Nous traiterons dans un chapitre particulier le problème du Sahara Occidental qui dépasse le simple cadre de relations bilatérales entre le Maroc et les USA. Sur le plan stratégique et militaire, une coopération plus ou moins poussée mais constante entre les deux pays existe quasiment depuis l'indépendance. Les relations économiques entre les deux pays connaissent en revanche des limites.

3.1 Des relations globalement empreintes d'amitié et de soutien mutuel

Hassan II et le recentrage marqué sur l'ouest

En dépit d'une sympathie réciproque et de contacts au plus haut niveau⁵², la période qui suit à l'indépendance est marquée par des tensions entre Marocains et Américains. Le premier sujet de discordance concerne l'évacuation des bases américaines au Maroc. L'utilisation de ces bases est l'objet de vives critiques de la part des partis politiques marocains, notamment l'Istiqlal, qui y voient une atteinte à la souveraineté nationale⁵³. En décembre 1959, en visite au Maroc, le président Eisenhower annonce que « les forces américaines auront été retirées du Maroc avant la fin de 1963... »⁵⁴. La politique de non-alignement⁵⁵ menée par Mohammed V est le second motif de dissension entre les deux pays. Ainsi à l'ONU, le Maroc vote contre l'intervention américaine au

⁵² Visite de Mohammed V à Washington les 24-27 novembre 1957, visite du président Eisenhower à Casablanca le 22 décembre 1959

⁵³ Reprenant une information erronée sur l'utilisation de la base de Nouaceur pour l'intervention américaine au Liban, le journal "Al Istiqlal" écrit le 20 septembre 1958 : « L'existence des bases est contraire à l'une des dominantes de notre politique étrangère, la non-dépendance et la non-adhésion à des alliances militaires. Les négociations peuvent être effectuées seulement sur la base de l'évacuation. » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°8, 2° trim.1965, p 40

⁵⁴ En réalité l'accord passé était destiné à donner une satisfaction de principe à l'opposition. Des accords secrets furent conclus sur un maintien d'une présence américaine au Maroc. Ce point sera plus développé dans le chapitre consacré à la coopération militaire

⁵⁵ Le prince Moulay Hassan, futur Hassan II, déclare au Caire le 25 juin 1956 : « musulmans, donc bigames, nous pouvons nous marier à l'Est comme à l'Ouest et être fidèles à nos deux épouses. », « Les Etats-Unis et le Maghreb » in Maghreb-Machrek, n°8, 2° trim.1965, p 39

Liban (juillet 1958). De plus, le roi établit des liens plus étroits avec les pays de l'Est, à travers plusieurs accords commerciaux et achats d'armes ⁵⁶.

A son arrivée au pouvoir en février 1961, Hassan II substitua rapidement à la politique de son père une attitude pro-américaine et pro-occidentale. Le basculement définitif vers l'Ouest est confirmé par le premier voyage à Washington en mars 1963 du roi qui déclare vouloir « démontrer que le Maroc, quoique officiellement non-aligné, reconnaissait que ses intérêts réels étaient du côté de l'Occident. »⁵⁷ Le rapprochement avec les USA était facilité par les difficultés sérieuses entre la France et le Maroc suite à l'enlèvement à Paris le 29 octobre 1965 du leader d'opposition en exil Ben Barka (traduite par la rupture des relations entre 1966 et 1970). Sur le plan diplomatique, il se matérialise par un infléchissement de la diplomatie dans les conflits est-ouest : non-condamnation des USA au sujet du conflit vietnamien, modération dans la crise au Moyen-Orient⁵⁸, approbation implicite de la mise à l'écart au Congo de P.Lumumba au profit de M.Tshombé soutenu par les Occidentaux. Par ailleurs, les USA sont accusés de parti pris envers le Maroc dans la « Guerre des Sables » contre l'Algérie en octobre 1963⁵⁹. En tout état de cause le soutien apporté par les Soviétiques à l'Algérie scelle la rupture définitive entre le Maroc et l'Est.

Pourtant un refroidissement sérieux intervint dans la période 1970-1974. D'une part le roi Hassan II soupçonnait -sans fondement- les Américains d'être dans une certaine mesure impliqués dans les attentats de juillet 1971 et août 1972⁶⁰. D'autre part en juillet 1970, la révélation faite par une sous-commission du sénat américain que la marine US continuait à utiliser la base aéronavale de Kénitra ainsi que deux centres de relais de télécommunications pour la 6^e flotte à Bouknadel et Sidi Yahia, compliqua les relations entre le gouvernement marocain et son opinion publique. Ces affaires se produisaient de plus dans une atmosphère générale de tensions liées au sentiment marocain de recevoir une aide économique et militaire insuffisante, ainsi que la contestation d'une orientation pro-occidentale par les partis nationaux pour qui l'Occident était responsable du manque d'ouverture démocratique du régime.

Réévaluation des liens suite au problème du Sahara Occidental

En juillet 1974, le Maroc déclenche officiellement l'affaire du Sahara Occidental⁶¹. Les USA, placés devant un choix stratégique déchirant car ils ne peuvent abandonner le Maroc mais répugnent à mécontenter l'Algérie avec qui ils entretiennent des relations économiques fortes et reprennent leurs relations diplomatiques, n'apporteront un appui actif au Maroc qu'à partir de 1979. Les difficultés liées à la décolonisation du Sahara Occidental et à sa défense, une fois celui-ci revenu sous souveraineté marocaine, conduit le Maroc à se lancer dans la recherche de soutiens par

⁵⁶ achat de chasseurs MIG soviétiques en novembre 1960

⁵⁷ BERRAMDANE (A.), *Le Maroc et l'Occident*, Khartala, 1987, p 264

⁵⁸ Le Maroc est par ailleurs un Etat qui a traditionnellement protégé les juifs vivant sur son sol

⁵⁹ se référer à la note de bas de page n°18

⁶⁰ « Ces soupçons étaient nés de preuves indirectes. Dans l'affaire de Skhirat en 1971, le meneur de la rébellion, le général Mohamed Medbouh, était très lié aux Etats-Unis. En 1972, pour l'affaire du Boeing, Les Marocains n'ont pas pu croire qu'aucun des membres de la base de Kénitra, n'ait été au courant de l'action qu'alliaient tenter des officiers de l'armée de l'air marocaine, dans un avion parti précisément de cette base pour abattre le Boeing du Roi », DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 8

⁶¹ Un chapitre complet est consacré par la suite à cette affaire

une alliance active avec l'Occident. C'est ainsi que sur un large éventail de questions de politique internationale, Marocains et Occidentaux, en particulier Américains, vont se retrouver.

Le Maroc soutient les USA dans le problème des otages de Téhéran et vote à l'ONU contre l'invasion soviétique en Afghanistan. Washington et Rabat partagent le même point de vue sur les dangers de la pénétration soviéto-cubaine en Afrique. Ainsi, en 1977 et 1978, le Maroc intervient deux fois dans la province zaïroise du Shaba pour rétablir l'ordre en faveur de l'Occident et n'hésite pas à fournir armes et instruction pour l'UNITA anti-communiste en Angola. Concernant la question moyen-orientale, le Roi Hassan II joue la carte de la modération et se prononce pour une solution négociée. Nouant des contacts officieux avec Israël, il est un des artisans⁶² du processus qui conduira aux accords de Camp David en 1978⁶³. Le Maroc jouera un rôle important pour le rapprochement des pays arabes en tant que président de la Conférence des chefs d'Etats arabes, de la Conférence islamique et du Haut Comité pour la libération de Jérusalem (Comité Al-Qods)⁶⁴. Cette coopération croissante avec l'Occident et les Etats-Unis est marquée par la troisième visite officielle aux USA que Hassan II effectue en novembre 1978, la première depuis onze ans, et par sa déclaration : « Le Maroc devient un membre actif et à part entière du monde libre .»

L'alliance momentanée sous les présidences Bush et Reagan

L'avènement de R.Reagan à la présidence des Etats-Unis en 1981 marque un tournant de la diplomatie américaine qui s'oriente vers une croisade anti-soviétique et anti-communiste active partout à travers le monde. De fait les USA entendent appuyer fermement et concrètement leurs alliés et multiplier leurs points d'appui à travers le monde. La guerre au Sahara, les velléités de Khadafi au Maghreb étaient les prétextes idéaux d'un engagement prononcé des USA en Afrique du Nord, en s'appuyant sur leur allié traditionnel marocain. Ce soutien américain était d'autant plus nécessaire que le royaume chérifien craignait un désengagement de la France suite à la victoire socialiste aux présidentielles. Les années 1981-82 voient se multiplier les visites de haut niveau (politique, économique et militaire)⁶⁵ et aboutissent à la signature en mai 1982 d'un accord de coopération militaire qui triple l'aide américaine en un an⁶⁶. Le Maroc acquiert ainsi un statut officiel d'allié des Etats-Unis et donc de pivot de la stratégie américaine en Méditerranée⁶⁷. Cette accord favorise bien évidemment l'action du Maroc au Sahara Occidental et scelle l'alliance des deux pays contre la Libye. C'est pourquoi la surprise est totale lorsque Hassan II et le colonel Khadafi signent un traité d'union à Oujda le 13

⁶² En septembre 1977 notamment, une rencontre entre le ministre israélien des Affaires étrangères Moshe Dayan et le vice-premier ministre égyptien Hassan Touhami se déroula au Maroc.

⁶³ Le Maroc cependant se rallia à la condamnation générale par les Arabes du traité de paix israélo-égyptien de 1979. Ce revirement peut s'expliquer par le désir marocain de rechercher des alliances de ce côté, notamment de l'Arabie Saoudite, dans l'affaire du Sahara Occidental. DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 10

⁶⁴ En 1982, Hassan II fut un acteur majeur de l'adoption par la conférence des chefs d'Etat arabes du plan de Fés, premier plan de paix arabe global qui reconnaît implicitement l'existence d'Israël ; en janvier 1984, à Casablanca, Hassan II milita avec succès pour la réintégration de l'Egypte dans le camp islamique. DAMIS (J.), op. cit., p 10

⁶⁵ Hassan II effectuera par la suite deux visites officielles aux USA en mai 1982 et septembre 1983

⁶⁶ \$ 31 millions en 1982, \$ 101 millions en 1983. AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, 2000, p169

⁶⁷ Nous verrons d'ailleurs par la suite que Marocains et Américains signèrent en mai 1982 un accord d'utilisation de bases marocaines pour la Force de Déploiement Rapide US

août 1984. Ce traité, avant tout conjoncturel⁶⁸, ne donne pas de résultats concrets et sera dénoncé en 1986. Les USA craignant dans un premier temps de voir passer de l'armement fourni aux Marocains chez les Libyens, seront vite rassurés sur l'évolution de l'accord et se contenteront de mettre en garde le Maroc.

A partir de 1984, le contexte international change : l'arrivée de Gorbatchev à la tête de l'URSS va détendre les rapports Est-Ouest. Cette détente ne sera pas sans conséquences sur les relations USA-Maghreb. Après avoir prôné la paix par les armes, les USA recherchent les armes de la paix : stabilité du Maghreb et équilibre entre les Etats maghrébins. Désormais favorables à une solution négociée au Sahara, les Américains se rapprochent également de l'Algérie. De fait, les USA s'engagent dans un processus de déliement de l'alliance avec le Maroc. Abdelkhaleq Berramdane écrit⁶⁹ d'ailleurs fort justement que « tout l'art de la diplomatie américaine à l'égard du Maroc consiste en effet à s'allier sans se lier, à demeurer aux côtés d'un pays ami, tout en restant à côté de lui. » Les USA retrouvent alors, et ce jusqu'à ce jour, leur rôle de junior partner. Le Maroc reste en tout cas un allié sûr des USA comme il l'a prouvé lors de la Guerre du Golfe en 1991. En effet, malgré un risque en politique intérieure majeur puisque la décision prise s'oppose à l'opinion de la population, le roi Hassan II répond favorablement à la demande de G.Bush et envoie un contingent de 1700 hommes pour participer aux opérations aux côtés de la coalition alliée⁷⁰. Il proposera par la suite sa médiation active pour faire réussir la conférence de paix israélo-arabe. La modération américaine actuelle vis-à-vis du Maroc désigne, plus que jamais pour ce pays, la France et plus encore l'Union Européenne comme point d'ancrage au monde occidental.

3.2 La coopération militaire

La coopération militaire américaine, permanente depuis l'indépendance, est avec la diplomatie le second volet majeur des relations entre les deux pays. Elle se traduit par l'obtention de facilités militaires ainsi que par une assistance aux Forces Armées Royales (FAR).

Une position géostratégique privilégiée

Le Maroc possède à la fois une façade sur l'Atlantique (1336 km de côtes hors Sahara Occidental) et sur la Méditerranée (499 km de côtes). Il est un point d'escale privilégié (ports de Casablanca voire Dakhla) quand on vient de l'Atlantique avant de se rendre en Méditerranée. Surtout le Maroc commande l'accès sud à la Méditerranée, là où le détroit Gibraltar (14 km dans sa plus petite largeur) constitue un goulet d'étranglement. Sa fermeture pourrait isoler en Méditerranée la VI^e flotte US, maillon essentiel de la politique américaine au Proche et au Moyen-Orient, mais aussi point de passage de renforts potentiels de l'OTAN sur son flanc sud comme l'ont démontré les récents événements du Kosovo. Les Américains ont donc tout intérêt à avoir un régime ami à Rabat.

⁶⁸ Par ce traité, le colonel Khadafi s'engage à ne plus fournir d'aide au Front Polisario

⁶⁹ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 187

⁷⁰ Cette attitude fut d'ailleurs récompensée par les Etats-Unis. En effet le 28 février 1991, les deux pays signèrent un accord de rééchelonnement de la totalité de l'aide US (\$ 128 millions) sur une période de 20 ans avec 10 ans de grâce à des intérêts réduits. BERRAMDANE (A.), *op.cit.*, p 194

La continuité de la présence militaire US au Maroc

Dès 1951, les USA négocient avec la France la construction de 5 bases (Sidi Slimane, Ben Slimane⁷¹, Ben Guerir, Nouaceur, Kénitra) qui seront notamment utilisées par le Strategic Air Command dans le cadre de la Guerre Froide. L'accord passé en décembre 1959 entre le président Eisenhower et Mohammed V prévoyait leur évacuation avant la fin de 1963. Les responsables des deux pays aboutirent sur les négociations concernant la reconversion civile de ces bases, mais en dépit de l'opposition des partis marocains à la présence des bases étrangères sur leur sol, ils se mirent d'accord secrètement sur le maintien de l'armée américaine sur la base aéronavale de Kénitra et dans les centres de communication de Sidi-Yahia et Bouknadel, indispensables à la VI^e flotte⁷². Cet accord fut éventé en juillet 1970, ce qui provoqua la colère des partis marocains et des tensions entre USA et Maroc, mais ces implantations furent maintenues. En 1976, les Etats-Unis décidèrent de quitter ces bases coûtant plus de sept millions de dollars par an et de les remplacer par des satellites. Sidi-Yahia fut rendue en décembre 1977, Kénitra et Bouknadel en octobre 1978. Si les Américains ne disposaient plus d'installations permanentes, dès mai 1982, ils obtinrent l'autorisation pour leurs avions de la Rapid Deployment Force d'utiliser les bases marocaines (Casablanca, Sidi Slimane) en cas d'urgence au Moyen-Orient et en Afrique. Cet accord court toujours. De plus les ports marocains sont ouverts, en règle générale, aux visites des bâtiments de la VI^e flotte, et les forces armées marocaines et américaines, qu'elles soient navales ou terrestres, effectuent régulièrement des manœuvres communes de grande ampleur.

Mais que l'on ne s'y trompe pas, dans le dispositif américain en Méditerranée et au Moyen-Orient, le Maroc a plus un rôle complémentaire que de premier plan. En effet, la Guerre Froide est terminée, et la dissuasion nucléaire américaine qui repose sur des missiles basés à terre, des sous-marins et des avions à long rayon d'action n'a plus besoin du Maroc. De plus, la situation au Moyen-Orient est stabilisée et les Américains sont désormais solidement implantés là-bas (Arabie Saoudite, Koweït, EAU). Dans l'éventualité d'une menace, ils pourraient opérer à partir des bases en Espagne, Italie, Grèce ou Turquie. L'intérêt du contrôle du détroit de Gibraltar reste cependant certain.

L'assistance aux FAR

Depuis l'indépendance, les USA sont après la France, le principal fournisseur d'armes du Maroc. L'aide américaine a débuté en 1960, motivée essentiellement par la peur de voir le royaume chérifien répondre aux appels d'offre des soviétiques. L'emploi des armes fournies au Maroc a été restreint, par un accord signé entre les deux pays en 1960⁷³, à la sécurité intérieure du pays. Suite à l'aide importante fournie par l'URSS à l'Algérie pendant la Guerre des Sables, cette restriction a été étendue à l'autodéfense. Relativement modeste⁷⁴, cette aide américaine avait pour but la consolidation de l'armée

⁷¹ En fait la construction de la base de Ben Slimane fut arrêtée, les Américains ayant conclu un accord pour l'installation de la base de la Rota en Espagne

⁷² Sur l'évacuation des bases américaines et l'accord secret, se référer à BERRAMDANE (A.), *Le Maroc et l'Occident*, Khartala, 1987, p 269 et « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2^e trim.1965, p 35 et 39

⁷³ Cette accord particulier était en fait destiné à éviter que le Maroc ne réexporte des armes vers des pays arabes en guerre contre Israël

⁷⁴ \$ 21 millions de livraisons entre 1960 et 1969, dans le cadre des accords FMS (Foreign Military Sales). DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 13

de l'air marocaine (avions F5 et C119, formation de pilotes) et le rééquilibrage des forces dans la région.

A partir de 1974, le Maroc est engagé dans l'affaire du Sahara Occidental. Dans un premier temps l'administration Carter refuse de lui livrer les armes offensives qu'il réclame à partir de 1977, s'appuyant sur les clauses du traité de 1960⁷⁵. Elle reproche notamment au Maroc l'utilisation au Sahara de ses avions F5 en missions de reconnaissance. Cependant, en 1979, devant l'enlèvement marocain, les Etats-Unis opèrent un revirement complet et acceptent de fournir les armes anti-insurrectionnelles réclamées depuis 1977 : 6 avions de reconnaissance OV-10 Bronco, 20 chasseurs à réaction F-5E, 24 hélicoptères Hughes⁷⁶ qui seront livrés en 1981-82. En décembre 1980, le Congrès entérine la livraison de 108 chars M-60⁷⁷. L'augmentation des crédits militaires alloués (\$ 14 millions en 1975, \$ 30 millions en 1977, \$ 45 millions en 1980) est néanmoins très insuffisante pour financer tous ces achats d'armes et le Maroc doit se tourner vers d'autres pays, principalement l'Arabie Saoudite⁷⁸.

A partir de 1981, le Maroc bénéficie du soutien actif de l'administration Reagan qui en premier lieu appuie la demande en suspens de livraison des chars M-60. L'aide américaine est accélérée après la défaite marocaine de Guelta Zemmour contre le Front Polisario qui utilise à cette occasion des missiles sol-air Sam-6. Les Américains forment les pilotes marocains à la lutte anti-missiles et équipent leurs avions F5 et Mirage F1 de systèmes de contre-mesures électroniques. Des bérets verts forment les Marocains à la lutte anti-guerrilla et le nombre de stagiaires envoyés aux USA passe de 168 à 516 entre 1982 et 1983. Une commission militaire mixte est formée en février 1982 et un important accord de coopération fut signé en mai. Le 23 avril 1982, le Pentagone informe le Congrès qu'il va livrer 381 missiles sol-air Maverick pour une valeur de 29 millions de dollars et autoriser la vente de 18 hélicoptères Augusta italiens fabriqués sous licence américaine⁷⁹. Cependant dès 1984, les USA retournent à une neutralité politique dans l'affaire du Sahara et l'aide diminue pour être même dépassée par l'aide à la petite Tunisie jusqu'en 1986 (par exemple \$ 35,8 millions pour le Maroc, \$ 65,5 millions pour la Tunisie en 1986). Le Maroc est alors en pleine guerre et les crédits sont insuffisants pour acquérir de nouveaux systèmes comme les avions F16. Pour compenser, les USA augmentent la part des dons qui passe de 0,5% en 1981 à plus de 90% de l'aide militaire allouée en 1986. Ils multiplient également les exercices conjoints.

Depuis cette période, la coopération américaine a poursuivi un double objectif. D'une part, donner au Maroc une aide limitée mais suffisante pour assurer sa défense contre le Polisario, mais non l'emporter car les USA penchent pour une solution négociée à ce problème. D'autre part, assurer un équilibre face au potentiel algérien à travers deux voies : la fourniture de matériels (avions, engins blindés) et des entraînements conjoints destinés à pallier les faiblesses marocaines. Ainsi les exercices maritimes portent-ils majoritairement sur la lutte anti-sous-marine puisque les Algériens ont des sous-marins, capacité que n'ont pas les Marocains. Enfin un effort de formation constant est maintenu : à ce jour plus de 3000 étudiants militaires marocains ont bénéficié de l'aide américaine.

⁷⁵ Les USA reportent notamment la livraison de matériels destinés à l'équipement de deux brigades blindées stationnées sur la frontière algérienne suite à un accord signé en 1976 dans le cadre des ventes FMS. DAMIS (J.), op. cit., p 14

⁷⁶ Ces 24 hélicoptères seront en fait remplacés par des Gazelle françaises. DAMIS (J.), op. cit., p 15

⁷⁷ En 1979, le Maroc dispose de 130 chars de combat contre 540 à l'Algérie

⁷⁸ qui paiera notamment une partie des chars. BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 156

⁷⁹ BERRAMDANE (A.), op. cit., p 176

3.3 La coopération économique

Contrastant avec l'importance et le développement des relations militaires, les relations économiques entre le Maroc et les USA sont et resteront certainement très modestes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord l'importance de la langue française dans les activités commerciales au Maroc qui a longtemps conduit à privilégier les produits français, bien que cette tendance devrait logiquement s'atténuer au profit de l'anglais de par la mondialisation et la formation croissante d'étudiants marocains dans les grandes universités américaines. Plus problématique est le manque de complémentarité entre les économies américaines et marocaines : le Maroc exporte principalement du phosphate et des produits agricoles dont n'ont pas besoin les USA qui sont le plus gros exportateur agricole mondial et le plus gros producteur de phosphate. Même la découverte récente de pétrole off-shore dans l'Atlantique ne devrait pas modifier cet état de fait. Dernier handicap notable : la structure de l'économie marocaine. Celle-ci s'appuie sur de nombreuses PME totalement inadaptées pour répondre à l'importance et la versatilité du marché américain.

La coopération économique entre les deux pays revêt ainsi trois aspects. Tout d'abord la balance commerciale a souvent été largement en faveur des Etats-Unis (l'excédent était de 20 pour 1 en 1975, 15 pour 1 en 1984) mais la tendance est au rééquilibrage puisque l'on descend à 1,2 pour 1 en 1998⁸⁰. Au-delà des discours politiques, l'Algérie est depuis longtemps le partenaire le plus important dans la région pour les USA⁸¹. L'économie marocaine, quant à elle, est principalement tournée vers l'Union Européenne (UE) avec qui un premier accord de coopération a été signé dès 1976. En 1990, l'UE (à l'époque Communauté Economique Européenne) absorbait déjà 65% des exportations marocaines et lui fournissait 54,1% de ses importations, la part des USA dans les deux cas avoisinant les 10% ; en 1999, ces chiffres sont passés à 77,2% pour les exportations vers l'UE (contre 5,7% vers les USA) et 68,2% pour les importations (contre 11% en provenance des USA). Même si le Maroc a souffert et souffrira des élargissements successifs de l'UE et même si son rêve fou d'adhésion est abandonné, l'UE restera son partenaire privilégié.

Au-delà du commerce bilatéral les USA ont surtout essayé, à l'instar de l'UE, de répondre aux besoins continus et croissants en matière d'assistance économique. Le Maroc est en effet fragilisé par ses structures industrielles et le poids de son agriculture ainsi que par la faiblesse de sa monnaie, et il doit encore supporter la charge financière du conflit sahraoui⁸². De plus il a connu de nombreuses sécheresses qui l'ont fortement handicapé (1984). L'aide internationale des pays occidentaux lui a été fournie par l'intermédiaire du FMI et de la BIRD mais au prix d'une thérapie radicale : réduction du déficit budgétaire, privatisations, restructuration de l'économie. Les USA pour leur part, ont fourni principalement une aide alimentaire (60% de l'aide économique en 1980). Le Maroc reste cependant soumis à une perfusion financière constante grâce aux rééchelonnements successifs de sa dette publique et privée.

⁸⁰ Pour le Maroc : importations US : \$ 435 millions exportations vers US : \$ 367 millions.
Source : US department of commerce

⁸¹ Déjà en 1976, les USA étaient le premier client de l'Algérie et son troisième fournisseur. Les chiffres actuels pour l'Algérie sont : (à comparer avec la note 80)
importations US : \$ 650 millions exportations vers US : \$ 1798 millions
Source : US department of commerce

⁸² Fin 1989, la dette extérieure du Maroc s'élevait à \$ 20,8 milliards et représentait 94% du PNB

Conclusion : une trop vieille amitié ?

Par l'ancienneté et la solidité de leurs relations, on peut affirmer que le Maroc est l'allié naturel des USA au Maghreb. Leur amitié s'est matérialisée par une convergence de vues et un soutien mutuel sur un certain nombre de problèmes de politique internationale. Elle s'est concrétisée par une aide militaire continue de la part des USA dont les intérêts géostratégiques au Maroc demeurent majeurs. Cependant, on peut se demander si les Américains, sûrs de la fidélité de leur allié, ne l'ont pas négligé. En effet, si l'on met en parallèle l'assistance fournie au Maroc et celle offerte à d'autres pays de la méditerranée⁸³, on s'interroge sur l'importance qu'a vraiment le Maroc pour les USA. De plus, le Maroc a souvent été frustré de voir l'Algérie entretenir des liens économiques plus étroits avec les Etats-Unis. Néanmoins, cet état de fait n'est pas fondamentalement pénalisant pour le Maroc car les relations maroco-américains entrent dans le cadre plus général de la volonté du royaume chérifien de s'amarrer au camp occidental. Dans cette optique, le partenaire privilégié du Maroc est et restera certainement sur le continent européen que ce soit sur le plan militaire (la France voire l'UE) ou économique (UE).

⁸³ Par exemple, pour l'année fiscale 1986, le Maroc a reçu \$ 138 millions d'aide économique et monétaire américaine contre 939 à la Turquie, 2300 à l'Egypte et 3750 à Israël. DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 22

4 Sahara Occidental : le dilemme des Etats-Unis

A la confluence des différends de frontière, de souveraineté et d'hégémonie régionale, le problème du Sahara Occidental est un véritable enjeu de politique inter-maghrébine. Il pose à Washington un réel cas de conscience car il faut concilier les principes moraux sur l'auto-détermination des peuples et le respect des droits de l'homme avec des intérêts politiques avec le Maroc et économiques avec l'Algérie divergents.

4.1 Les origines du conflit

Dans les années 60, des mouvements sahraouis de résistance à l'occupant espagnol se développent et aboutissent à la création du Front Polisario en 1973. L'Espagne tarde à quitter le territoire selon une procédure d'autodétermination des populations sous contrôle de l'ONU, comme cela avait été prévu dès 1966. En 1974, Hassan II réactive des prétentions sur le territoire déjà formulées en 1950. Ne pouvant s'engager dans une guerre, le Roi obtient que la Cour Internationale de Justice de La Haye soit saisie. Interprétant à son profit la lecture de l'avis rendu, il annonce en octobre une marche en direction du Sahara Occidental et en novembre 'la Marche Verte' effectue une percée symbolique sur le territoire. Le 14 novembre 1975, le traité de Madrid partage le Sahara Occidental entre le Maroc (2/3 nord) et la Mauritanie (1/3 sud). Refusant cet accord, le Front Polisario proclame le 27 février 1976 l'indépendance de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), reconnue par l'Algérie.

Cette affaire sahraouie devient rapidement un problème qui implique, hormis la Tunisie, l'ensemble des Etats du Maghreb. La Mauritanie qui se retire du conflit en 1979, voire même la Libye dans sa rivalité avec l'Algérie pour le contrôle du Polisario peuvent être considérées comme des acteurs relativement secondaires. En fait le Sahara Occidental va surtout représenter le point de focalisation de l'opposition entre Maroc et Algérie, qui repose sur des différends idéologiques, territoriaux et d'hégémonie régionale. Il va également être pour ces deux pays, un élément de consolidation interne⁸⁴.

4.2 La position américaine

Dès le début de l'affaire les Etats-Unis sont accusés par l'Algérie d'avoir fait pression sur l'Espagne pour qu'elle cède aux exigences marocaines⁸⁵. En réalité, le conflit sahraoui met les USA devant la difficulté de maintenir leurs relations étroites avec le Maroc tout en préservant leurs échanges économiques avec l'Algérie. Refusant toute implication directe, la politique américaine dans cette affaire s'articule autour de deux principes apparemment contradictoires. Le premier est d'éviter la déstabilisation du Maroc et l'installation d'un régime radical au Sahara Occidental. Le second est l'application de la volonté d'auto-détermination des peuples et le respect des Droits de l'Homme que les autorités marocaines sont accusées par des lobbies puissants aux Etats-Unis de violer régulièrement. Dès lors, les Américains vont afficher une neutralité

⁸⁴ Pour les détails sur le conflit et ses protagonistes, consulter BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992 et MOHSEN-FINAN (K.), *Sahara Occidental, les enjeux d'un conflit régional*, CNRS Editions, 1997

⁸⁵ AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, 2000, p125

officielle de façade tout en soutenant avec régularité l'effort de guerre marocain, lui donnant les moyens d'assurer sa défense mais non de l'emporter. De fait, le conflit sahraoui a longtemps entretenu une pomme de discorde entre l'Algérie et les USA.

Voyons en détail l'attitude américaine depuis le début du conflit. Dès son accession au pouvoir, l'administration Carter adopte dans un premier temps une neutralité passive, politique d'équilibre caractérisée par une tentative de rapprochement simultané du Maroc et de l'Algérie en vue d'aboutir à une solution négociée. Cette ligne de conduite amène les Américains à suspendre la livraison d'armes offensives au Maroc en 1978. A partir de 1979, plusieurs facteurs décident les Américains à soutenir plus fermement le Maroc : la chute du Shah d'Iran oblige les USA à montrer des signes forts envers leurs autres alliés en difficulté, le désaccord avec l'Algérie sur l'invasion de l'Afghanistan, la tentative de déstabilisation de la Tunisie par l'affaire de Gafsa en 1980 qui rappelle l'importance des alliés traditionnels (Tunisie, Maroc) de la région, et enfin les revers militaires marocains face au Polisario. Le renforcement du lien militaire et politique entre les USA et le Maroc est réaffirmé et les livraisons d'armes reprennent, surtout à partir de 1980. L'arrivée de l'administration Reagan en 1981 marque une nouvelle étape sur l'engagement des USA aux côtés du Maroc. A l'automne 1981, la défaite marocaine à Guelta Zemmour produit un effet d'accélération, d'autant que les Sahraouis disposent désormais de fusées Sam 6. Le soutien renforcé est institutionnalisé par un accord militaire en mai 1982.

A partir de 1988, les données dans la région sont modifiées par le rétablissement des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie. Les USA reviennent à leur vision initiale qui consiste à ne pas reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental et favoriser un règlement politique négocié entre toutes les parties en tenant compte du principe d'auto-détermination. Les USA appuient le plan de paix proposé par le Secrétaire Général de l'ONU en septembre 1988 et qui propose un référendum sur l'avenir du territoire. La stabilisation de la situation militaire et l'enlisement du plan de paix⁸⁶ ont néanmoins provoqué un certain désengagement de leur part sur ce dossier, même s'ils restent impliqués par l'intermédiaire de la mission de paix de l'ancien Secrétaire d'Etat J. Baker. Le fait que le mandat de J. Baker n'émane pas de Washington mais des Nations Unies laisse les Etats-Unis dans une position de retrait actif fort commode par rapport au processus en gestation. En tout état de cause, les USA restent très attentifs à la fois à la stabilité et au respect des Droits de l'Homme dans cette région.

⁸⁶ Le référendum est sans cesse reporté du fait des contestations sur le corps électoral. Par ailleurs le Maroc a poursuivi une politique de "marocanisation" du territoire sous la forme d'une intégration administrative et du développement économique.

5 Etats-Unis et Tunisie : la garantie sécuritaire

Les relations que les Etats-Unis entretiennent avec la Tunisie sont tout à fait comparables à celles qu'ils ont avec le Maroc. D'un côté, la Tunisie sous l'impulsion initiale de Bourguiba affiche une volonté marquée de rapprochement, notamment pour sa sécurité, avec l'Occident, oscillant entre la France et les USA. De l'autre, les USA sont certes satisfaits de la présence d'un allié supplémentaire dans la zone, mais leurs intérêts économiques y sont faibles et leur politique est plus globale car elle s'étend à l'ensemble de l'espace méditerranéen. Là aussi les Etats-Unis préfèrent jouer le rôle de junior partner laissant à la France le leadership occidental dans ce pays. Ils assument cependant pleinement la garantie protectrice qui leur est demandée, d'autant que USA et Tunisie ont des vues convergentes sur de nombreux points de politique internationale. La principale question se posant à la diplomatie américaine en ce qui concerne la Tunisie, pays politiquement stable et économiquement en progrès, tient à la violence institutionnalisée de l'Etat qui bafoue régulièrement les principes démocratiques et les Droits de l'Homme.

5.1 La vision de Bourguiba

La fascination de Bourguiba

Dès son indépendance, la Tunisie noue des contacts excellents avec les USA. Comme tout ce qui concerne la politique étrangère tunisienne à cette époque, ces bons rapports doivent beaucoup aux vues et à l'action personnelle de Habib Bourguiba. Le chef de l'Etat tunisien n'a jamais caché son attachement aux conceptions occidentales⁸⁷. Attaché aux liens avec la France, celui-ci avait également pour la nation américaine une admiration intense⁸⁸. N'oublions pas que nous sommes au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Amérique toute auréolée de son nouveau statut de super-puissance impose au monde son rayonnement culturel et économique. Les Etats-Unis représentent la jeune nation éprise de liberté, exempte du péché colonial et seule en mesure de s'opposer au monde communiste. En effet les USA ont la puissance militaire nécessaire pour contrer l'émergence du bloc soviétique et ses tentatives de percée en Afrique. Bourguiba est persuadé que « seuls le monde occidental et son leadership nord-américain sont à même de garantir la liberté de petits pays comme la Tunisie contre les tentations hégémoniques du bloc communiste, sans remettre en cause leur indépendance et leur libre arbitre. »⁸⁹

⁸⁷ Bourguiba avait déclaré en 1956 : « Le nationalisme africain a sa place dans l'orbite occidentale et malgré un ressentiment prolongé contre les puissances coloniales, l'Afrique sait que son avenir est lié à leur...En ce qui concerne la Tunisie, elle a choisi sans équivoque de suivre le monde libre de l'Occident. Jusqu'à présent, elle n'a pas jugé utile de se joindre à une alliance offensive contre l'agression communiste, mais elle n'hésiterait pas à le faire si elle se sentait menacée. » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim.1965, p 43

⁸⁸ Dès 1950, Bourguiba devant les étudiants tunisiens du Quartier Latin prononça un discours exaltant le courage politique de l'Amérique qui n'hésite pas à « envoyer ses boys mourir en Corée pour les valeurs de liberté ». GRIMAUD (N.), *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, PUF, 1995, p 31

⁸⁹ GRIMAUD (N.), *op. cit.*, p 31

L'intérêt américain

De leur côté, les USA considèrent favorablement cet allié et son chef emblématique qui a su conduire son pays à l'indépendance et faire preuve de mesure à l'égard de la France, allié traditionnel des Américains. Les USA sont inquiets de la pénétration soviétique en Méditerranée. Ils apprécient les idées exprimées par le président tunisien qui pense que l'Afrique doit être préservée de l'emprise des pays de l'Est et que le nationalisme peut constituer un antidote au communisme. Les Etats-Unis voient en Bourguiba l'homme capable de contrer au sein du monde arabe le colonel Nasser qu'ils assimilent à un jouet de Moscou. Les Américains estiment Bourguiba pour son progressisme et sa bonne gouvernance : interdiction du parti communiste, désir de développement économique appuyé par une planification sérieuse, volonté de modernisation de l'Islam⁹⁰.

Ainsi dès 1956, une relation triangulaire va s'établir entre la France, les Etats-Unis et la Tunisie. Les Français sont inquiets du positionnement américain mais les intentions de départ de l'administration américaine sont claires : les USA ne veulent pas s'immiscer dans les relations entre la France et ses anciens protectorats, ils revendiquent vis-à-vis de la Tunisie le rôle de junior partner.

5.2 Le protecteur américain

Contre le communisme ...et la France

A partir de 1957, les relations de la Tunisie avec la France se dégradent du fait de la situation en Algérie et jusqu'en 1961 la Tunisie est en mauvais termes avec les pays arabes.⁹¹ La Tunisie se tourne alors vers les USA de qui elle entend obtenir un appui diplomatique en cas de crise, les armes nécessaires à sa défense et l'aide économique qui lui fait défaut depuis que la France a suspendu la sienne. La Tunisie reçoit la garantie sécuritaire américaine à travers la Doctrine Eisenhower sur le Proche-Orient exprimée en janvier 1957 et dont la Tunisie demande qu'elle lui soit étendue⁹². La Tunisie reçoit une aide immédiate de 3 millions de dollars qu'elle affecte à la modernisation de sa police et de son armée. Après quelques fournitures d'armement divers (notamment en armes individuelles), les Etats-Unis prennent directement à leur charge à partir de 1959 la poursuite de l'équipement de l'armée de terre tunisienne⁹³. Sur le plan économique, plus de 351 millions de dollars ont été accordés à la Tunisie en 1957 et 1963.

⁹⁰ Le décret du 13 août 1956 institue un code du statut personnel qui supprime la polygamie et favorise l'émancipation de la femme.

⁹¹ La Tunisie qui siège pour la première fois en octobre 1958 à la Ligue Arabe, ne participera effectivement à ses travaux qu'à partir de début 1961.

⁹² Cette doctrine prévoyait une aide militaire et économique, et surtout l'envoi de troupes pour contrer toute éventuelle agression communiste.

⁹³ « Automitrailleuses, pièces d'artillerie, 12 chars légers, camions, jeeps seront livrés au cours des années 1960-64. Parallèlement une mission militaire s'installe à Tunis. Complémentaire d'une instruction sur matériel donnée sur place, est élaboré un programme triennal d'aide à l'instruction outre-atlantique. Durant la période 1953-1961, l'assistance militaire américaine atteint \$ 9,4 millions dont \$ 2,6 millions de prêts et \$ 6,8 millions de dons. » GRIMAUD (N.), op. cit., p 87

Mais que l'on ne s'y trompe pas, la protection diplomatique et militaire demandée par la Tunisie aux USA s'exerce aussi contre la France⁹⁴, et les risques que font naître les réactions d'insubordination de son armée en Algérie jusqu'en 1962. Une occasion de soutenir la Tunisie se présente pour les Etats-Unis lors du bombardement par les troupes françaises du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef en février 1958. Les USA apporteront un soutien plus timoré à Bourguiba lors de l'affrontement franco-tunisien de Bizerte⁹⁵ en juillet 1961, ne voulant pas prendre partie entre deux alliés dont ils estimaient les torts partagés.

Le rôle protecteur des Etats-Unis ne se démentira pas et sera régulièrement réaffirmé. En 1960, Washington assure la Tunisie de son amitié en la qualifiant de "rempart constant". En décembre 1964, Dean Rusk déclare à H. Bourguiba Jr que "les Etats-Unis sont attachés à l'indépendance, la prospérité et la sécurité de la Tunisie". En mai 1968, lors de la visite officielle de Bourguiba aux USA, le Président Johnson lui-même "rappelle l'intérêt durable des Etats-Unis envers les efforts de la Tunisie afin qu'elle puisse atteindre dans la paix et la sécurité ses objectifs de développement économique et de progrès social"⁹⁶. Parallèlement Washington poursuit son aide militaire : livraison de canons de 155mm, modernisation des forces de sécurité intérieure (en collaboration avec d'autres pays occidentaux tels que la RFA, le Royaume-Uni, la Suisse, le Canada et la Belgique).

Contre ses voisins arabes

En septembre 1969, le colonel Khadafi accède au pouvoir en Libye. La Tunisie se sent prise en étau entre ses remuants voisins libyens et algériens d'autant que le déséquilibre militaire avec eux est manifeste. Cependant Nixon sous la pression du Congrès décide en 1974 de supprimer les dons (qui constituaient l'essentiel de l'aide militaire) et de durcir les conditions de crédit. Cette mesure à caractère général, frappe durement la Tunisie au moment où ses besoins sont croissants. Heureusement la France prend la relève. Néanmoins les USA continuent à garantir conjointement avec la France la sécurité de la Tunisie. En 1976, une concertation entre les deux pays aboutit à un accord non-écrit par lequel Français et Américains s'engagent à protéger la Tunisie contre tout agresseur (au premier rang desquels se trouvait bien sûr la Libye).

A partir de 1980, et de la tentative libyenne de déstabiliser le régime lors de l'affaire de Gafsa⁹⁷, les Etats-Unis sous la bannière offensive de Reagan reprennent leur aide à la Tunisie qui est multipliée par 4 entre 1981 et 1986, passant ainsi de 15,7 millions de dollars à 65,6 millions de dollars⁹⁸. Les USA sont le premier fournisseur d'armement à la Tunisie. Une coopération active se poursuit à travers des exercices

⁹⁴ En janvier 1959, l'ambassadeur de France à Tunis déclare : « La France pratique une politique d'indifférence, voire d'hostilité envers la Tunisie. » GRIMAUD (N.), op. cit., p 29

⁹⁵ La France qui possédait des facilités sur la base aéronavale de Bizerte avait décidé de rallonger la piste de son propre chef. Bourguiba fut pris entre ses sentiments pro-français et son désir de recouvrer la base au nom de la souveraineté nationale. La tension monta et déboucha sur un affrontement ouvert entre les troupes françaises et la jeunesse tunisienne, faisant 670 morts et plus de 1500 blessés.

⁹⁶ GRIMAUD (N.), op. cit., p 106

⁹⁷ En janvier 1980, sous la houlette de Khadafi, une soixantaine d'opposants tunisiens s'infiltrèrent par Gafsa dans le but de lever une révolte populaire. La Libye pensait alors être appelée au secours de la Tunisie en proie au chaos. Contrairement aux espoirs libyens, la population resta calme et l'armée tunisienne rétablit la situation en moins d'une semaine avec une aide logistique franco-marocaine. L'Algérie fut suspectée d'être également impliquée.

⁹⁸ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 183

combinés, annuels depuis 1982, la présence d'experts militaires (une centaine en 1985) et des stagiaires aux USA (environ 280 en 1986, incluant armée et police)⁹⁹. Jusqu'en 1986, l'aide octroyée à la Tunisie sera même supérieure à celle allouée au Maroc, alors empêtré dans l'affaire du Sahara. En 1982, Un comité militaire mixte est créé et se réunit annuellement depuis. L'accession au pouvoir de Ben Ali en novembre 1987 ne change rien à la fructueuse coopération de la Tunisie avec le grand frère américain à qui elle demande de participer régulièrement à l'effort de modernisation de son armée¹⁰⁰, aide qui ne se fait peut-être pas sans compensation puisque l'on pense qu'à cette époque, les USA ont installé une base d'écoute dirigée vers la Libye à Ben Rellouf, près du golfe de Gabés.

5.3 L'originale démarche tunisienne au Moyen-Orient

Sur le plan diplomatique, la Tunisie et les Etats-Unis ont souvent eu un ensemble de convictions communes qui ont favorisé les bonnes relations. Que ce soit lors de l'intervention américaine au Liban en juillet 1958, lors de guerre du Vietnam ou dans la lutte contre la pénétration communiste en Afrique et dans le monde, la Tunisie a soutenu les USA. Le problème du Moyen-Orient aurait pu être source de tensions entre les deux pays, du fait de la tradition pro-israélienne américaine et de l'attachement aux fondements pro-arabes de la population tunisienne. Sous l'impulsion de Bourguiba, la Tunisie adopte vis-à-vis d'Israël une attitude résolument originale et remarquablement lucide.

Défenseur de la cause palestinienne, Bourguiba n'en recommande pas moins lors de son discours de Jéricho¹⁰¹ en mars 1965, de reconnaître l'Etat hébreu et de chercher une solution politique plutôt que militaire au problème palestinien. Ce discours novateur et visionnaire fut bien entendu mal perçu dans le monde arabe et de nombreux pays frères rompirent leurs relations avec la Tunisie. Sur ce sujet, Bourguiba se heurtait également à son opinion qui comprenait mal cette ouverture vers Israël qui, avec l'appui des USA, aller écraser deux ans plus tard les arabes dans la guerre des Six-Jours. En fait, le pragmatique Bourguiba savait qu'il serait difficile de lutter contre la puissance militaire israélienne et sa garantie américaine.

Parallèlement Bourguiba poursuit son soutien à l'OLP et se présente en médiateur incontournable dans les relations que pouvaient entretenir les Palestiniens avec le reste des puissances régionales. Bourguiba doit composer avec la jeunesse de son pays qui revendique son arabité. Aussi l'installation de la Ligue Arabe à la fin des années 80, puis le retrait en Tunisie des membres de l'OLP¹⁰² chassés de Beyrouth par les Israéliens en 1982 sont des gages donnés au monde arabe. Les tensions qui surgissent alors entre la Tunisie et l'Etat hébreu ne peuvent que rejaillir sur la bonne marche des relations avec les Américains, même si comme nous l'avons vu précédemment, cette période est dense en coopération militaire américano-tunisienne. Le paroxysme fut atteint avec le

⁹⁹ GRIMAUD (N.), op. cit., p 188

¹⁰⁰ Lors de la visite du secrétaire-adjoint à la Défense F.Smith à Tunis en mars 1996, à l'occasion de la 14^e réunion du comité militaire mixte, le ministre tunisien de la Défense, A.Ben Dhia rappelle la nécessité pour la Tunisie de moderniser ses forces armées. Al-Hayat, Tunis, mars 1996.

¹⁰¹ « Il est facile de se livrer aux surenchères verbales et de se laisser guider par la passion...il est plus difficile d'emprunter les voies qu'indique la raison...S'il s'avère que nous ne pouvons vaincre l'ennemi et le rejeter à la mer, alors il faut adopter une autre démarche. »

¹⁰² Cet accueil des palestiniens par les Tunisiens fut d'ailleurs réalisé à la demande des Américains et des Français.

bombardement par Israël du QG de l'OLP dans la banlieue de Tunis le 1^o octobre 1985¹⁰³. La rupture avec les USA est proche d'autant que les Américains ne peuvent avoir ignoré la préparation du raid, et que leur abstention lors du vote de condamnation d'Israël à l'Onu n'est obtenu qu'après de difficiles négociations. Quoiqu'il en soit, Bourguiba comprend que le soutien à la cause palestinienne se heurte indirectement au soutien américain à l'Etat hébreu. Bourguiba obtiendra le départ de l'OLP du pays.

L'arrivée de Ben Ali au pouvoir s'inscrit sur ce sujet dans la continuité de la politique menée par Bourguiba. Réaffirmant son attachement au monde arabe au sommet d'Alger en juin 1988, il appuie ouvertement les Palestiniens mais œuvre pour un rapprochement entre l'OLP et les USA. La première reprise de dialogue entre les deux parties eut d'ailleurs lieu à Tunis en décembre 1988. L'action diplomatique tunisienne dans le règlement du conflit au Moyen-Orient était à nouveau en pointe. Dès octobre 1994, la Tunisie envisage dans le cadre de l'embellissement de ses relations avec Israël, d'ouvrir un bureau de liaison à Tel Aviv, malgré le désaveu de son opinion. Les évolutions récentes du différend israélo-palestinien et le gel de l'application des accords d'Oslo rendent difficile l'action tunisienne dans ce dossier brûlant.

On peut néanmoins dire que, à la grande satisfaction des USA, la Tunisie a su faire montre de modernisme et d'objectivité dans son approche du problème, trouvant là une dimension internationale sans commune mesure avec sa taille géographique. Bourguiba puis Ben Ali en tête, ont su imposer leur vision équilibrée et agir au mieux des intérêts internationaux de leur pays en dépit d'une opinion défavorable, encline à manifester sa colère chaque fois qu'un frère arabe est menacé. Cette attitude décalée entre le pouvoir et l'opinion, tout à l'honneur du premier, se retrouvera au cours de la guerre du Golfe et lors du bombardement de Tripoli par les Américains en 1986.

Conclusion : la nécessaire recherche du frère protecteur

Consciente de sa vulnérabilité, la Tunisie a dû rechercher les alliances capables d'assurer sa sécurité. Sans renier le monde arabe auquel il appartenait, Bourguiba a tout de suite compris que seuls les Occidentaux seraient en mesure de lui offrir la garantie qu'il recherchait pour son pays, il a d'ailleurs déclaré : « Si la Tunisie avait à choisir entre l'OTAN et la Ligue arabe,..., elle opterait pour l'OTAN ». Reconnaisant à la France une place privilégiée dans le développement de son pays, l'admiration qu'il avait pour l'Amérique mais aussi le désir que la sécurité de la Tunisie ne repose pas sur le seul pilier français, l'ont conduit à entretenir des relations privilégiées avec les USA.

Globalement, le parrainage est une réussite : avant tout, les Etats-Unis ont toujours assuré le rôle protecteur qui leur était demandé, notamment vis-à-vis des remuants voisins algériens et libyens. Les relations économiques sont loin d'être développées¹⁰⁴ et sur ce point, le partenaire privilégié est l'Union Européenne. C'est

¹⁰³ Prétextant agir en autodéfense en réponse à des actes de terrorisme palestinien, l'aviation israélienne largue 6 bombes de 1 tonne sur le QG de l'OLP à Hamman Chott, causant la mort de 73 personnes dont 12 Tunisiens.

¹⁰⁴ Le peu de ressources naturelles dont dispose la Tunisie (phosphate, pétrole, gaz naturel) intéresse peu les USA. Les échanges commerciaux sont limités comme le montrent les chiffres 1998 :
importations US : \$ 196,8 millions exportations vers US : \$ 64,8 millions
Pour comparaison, pour l'Algérie :
importations US : \$ 650,2 millions exportations vers US : \$ 1798,7 millions
Source : US department of commerce

surtout sur le plan diplomatique que les deux états ont trouvé leur terrain d'entente, se prodiguant régulièrement un appui mutuel sur de nombreux problèmes internationaux. Le problème israélo-palestinien illustre les bonnes relations qu'entretiennent les deux pays, puisque bien que soutenant à priori des camps opposés, Tunisiens et Américains ont su garder entre eux une certaine modération et chercher des points de convergence.

Cependant comme tout grand frère vis-à-vis d'un de ses cadets, les USA se doivent de montrer à la Tunisie la voie de la maturité. A cet égard, le problème du respect des Droits de l'Homme et des principes démocratiques en Tunisie est un souci permanent pour les Américains, comme le montrent les rapports annuels du Département d'Etat US¹⁰⁵. Les Etats-Unis sont d'autant plus réticents que cet état de fait ne se justifie pas ou plus, puisque la menace islamiste est écartée et le pays est politiquement stable et économiquement en progrès.

¹⁰⁵ Consulter le site Internet du Département d'Etat. Par exemple, pour l'année 2000 : www.state.gov/global/human_rights/2000_hrp_report/tunisia.html

L'étude des relations entre les Etats-Unis et la Libye ne prend un véritable intérêt qu'à partir de l'accession au pouvoir de Khadafi en septembre 1969. La perception actuelle laisse supposer que depuis cette date, les rapports entre les deux pays ont été difficiles. Or il n'en est rien. Les relations entre Tripoli et Washington mettront en fait très longtemps à se dégrader jusqu'au stade du boycott économique puis de la confrontation armée, les deux Etats ayant eu des intérêts économiques réciproques, notamment pétroliers, qu'ils ont jusqu'au bout tenté de sauvegarder. Jusqu'aux premiers affrontements du début des années 80, les liens commerciaux ont été plus denses et moins tendus que ne pourraient le laisser penser la véhémence des communiqués échangés. On peut ainsi distinguer deux grandes périodes qui s'articulent autour de l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan en janvier 1981. Avant Reagan, le pragmatisme s'impose. Jusqu'en 1973, Khadafi est même perçu par la diplomatie américaine comme un rempart contre la poussée communiste au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Si les relations se détériorent par la suite, l'importance des enjeux pétroliers permet longtemps d'éviter le pire et l'antagonisme reste essentiellement au niveau du verbe. Après Reagan, les positions se radicalisent jusqu'à mener au spectaculaire changement de posture de 1986, marquant le point d'orgue de l'affrontement entre les deux pays qui se poursuit aujourd'hui, malgré des signes encourageants d'une évolution vers une issue positive.

6.1 1969-1980 : de la coopération aux prémices de l'affrontement

L'arabisme rempart contre le communisme ?

Dès le début de son "règne", Khadafi imprime sa marque personnelle à la politique extérieure de la Libye qu'il oriente vers l'émancipation de la nation arabe. La mort de l'Egyptien Nasser en 1970 le place en héritier désigné, chargé de continuer l'œuvre de promotion des intérêts arabes¹⁰⁶ et lui donne une image de marque auprès de toutes les minorités qu'elles soient arabes (Palestiniens), musulmanes (Black Muslims aux USA), révolutionnaires ou anti-colonialistes. Face aux deux grandes puissances, Khadafi s'est longtemps voulu non-aligné. Les Américains, Kissinger en particulier, voyaient alors en lui l'image de l'anti-communisme et espéraient que la Libye, riche de son pétrole, suffisamment éloignée du front arabo-israélien, supplanterait l'URSS dans son rôle de pourvoyeuse d'armes et d'argent au gouvernement égyptien, enrayant ainsi la pénétration de Moscou au Moyen-Orient voire en Afrique.

Une alliance objective s'établit ainsi à l'initiative de Washington qui a besoin du maintien en place du chef d'Etat libyen. Ainsi les services secrets américains n'hésitent pas à prévenir Khadafi des tentatives de coup d'Etat¹⁰⁷ dont il pourrait être victime. Il n'en reste pas moins que certaines frictions sont à signaler : immédiatement après le

¹⁰⁶ Une des idées-forces de la politique de Khadafi sera l'unité arabe, comme le prouvent ses nombreuses tentatives avortées d'union avec les autres Etats arabes : avec la Syrie et l'Egypte au sein de la République Arabe Unie en 1971, avec la Tunisie en 1974, avec les autres Etats du Maghreb au sein de l'Union du Maghreb Arabe en 1989.

¹⁰⁷ « A ses débuts, Khadafi faillit, à quatre reprises au moins, être renversé. Chaque fois, ces tentatives de déstabilisation avaient été déjouées par les services secrets américains ou européens, les uns et les autres s'offrant parfois un triste spectacle : c'était à qui s'attirerait les faveurs de Khadafi en étant le premier à l'avertir. » SCHULER (H.), « Inamovible Khadafi », in *Politique Internationale*, n°64, 1994, p 317

putsch de 1969, Nixon bloque la vente de 12 avions de transport militaire C-130, puis à la suite d'un accord signé en décembre 1969, Américains et Britanniques doivent évacuer en 1970 les bases¹⁰⁸ qu'ils occupaient en Libye depuis l'indépendance.

La politique pétrolière libyenne

Tout en ménageant les intérêts étrangers par prudence (consolider la révolution) et réalisme (manque de techniciens et de contrôle sur le marché), la politique pétrolière libyenne vise à rétablir les droits de l'Etat libyen par une action sur deux axes : la bataille des prix et la restitution des richesses nationales par la nationalisation ou la prise de participations dans les sociétés exploitantes¹⁰⁹. Khadafi remporte un premier succès en déclenchant une flambée des prix le 1^{er} septembre 1970. Néanmoins, en dépit d'un radicalisme affiché, il prend garde de ménager les compagnies pétrolières étrangères dont la technologie et la main d'œuvre qualifiée lui sont nécessaires. Ainsi seule la British Petroleum est-elle nationalisée en 1971¹¹⁰, alors que les autres compagnies, notamment américaines (Occidental, Standard Oil, Mobil, Exxon, Texaco), gardent une participation à hauteur de 49% dans des sociétés où elles sont associées avec la compagnie nationale libyenne National Oil Corporation. Ces péripéties sont l'occasion pour Khadafi d'ouvrir une faille dans la toute puissance des 23 compagnies américaines et européennes impliquées et surtout de valoriser sa position vis-à-vis des Occidentaux grâce à l'arme du pétrole.

La détérioration progressive

A partir de 1973, la période de soutien actif des Occidentaux, et des Américains en particulier, à l'égard de la Libye s'acheva pour être remplacée par une phase d'acceptation passive en fait fondamentalement peu différente de la précédente. Khadafi commença à les défier ouvertement à travers une série d'actions. En six mois au cours de l'année 1973, les Mirage libyens abattent un avion de reconnaissance américain au-dessus du golfe de Syrte¹¹¹, un bateau grec explose sur une mine libyenne, des chasseurs libyens mitraillent une corvette italienne, Khadafi fournit 5 tonnes d'armes à l'IRA et occupe la bande d'Aouzou au Tchad.

Les motifs de tensions entre Tripoli et Washington se multiplient. Outre le soutien de Khadafi à de nombreux mouvements terroristes ou révolutionnaires dans le monde, les deux pays ont de nombreuses divergences dans le cadre des relations internationales. Les Libyens ont une position radicale vis-à-vis d'Israël et s'opposent au processus de règlement bilatéral engagé entre Egyptiens et Israéliens à l'initiative des Américains. En 1975, la Libye annexe la bande d'Aouzou qu'elle occupait depuis deux ans, et s'engage dans un processus permanent de tentative de prise de contrôle du Tchad

¹⁰⁸ Les Américains possédaient 5 implantations dont l'importante base aérienne de Wheelus-Field près de Tripoli.

¹⁰⁹ Pour des détails précis et chiffrés sur ces deux points, on pourra consulter : GUENERON (H.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, 1976, pp 87-94

¹¹⁰ En fait, cette nationalisation revêt aussi un aspect politique car elle représente une représaille contre l'aide supposée de BP au Shah d'Iran dans l'occupation des îlots Tumb et Abou-Moussa dans le détroit d'Ormuz, après le retrait des Britanniques.

¹¹¹ En fait, cette zone fait l'objet d'un litige territorial puisque Khadafi la revendique comme mer intérieure, en vertu d'une lecture du droit international discutable mais non irrecevable, ce que réfutent les Américains.

par un soutien armé aux mouvements rebelles successifs, puis par un engagement direct à partir de novembre 1980. Khadafi se range aux côtés des Ayatollahs lors de l'affaire des otages de l'ambassade US de Téhéran en 1979. En Afrique du Nord, la Libye apporte son soutien au Front Polisario alors opposé au Maroc, allié des USA, et tente de déstabiliser la Tunisie lors de l'affaire de Gafsa en 1980. En mai 1974, Khadafi opère un rapprochement avec l'Est, plus par opportunisme que par idéologie, et l'URSS devient son premier fournisseur d'armes. Le paroxysme est atteint avec le saccage de l'ambassade américaine en décembre 1979, qui sera suivi de sa fermeture définitive à compter du mai 1980.

Cependant, personne à Washington, ou dans les autres chancelleries occidentales par ailleurs, ne songe à remettre en question les relations traditionnelles économiques avec la Libye. Les ‘‘bouffées d'activisme anti-Khadafi de l'Administration américaine’’¹¹² n'ont jamais débouché sur une stratégie cohérente et durable. Cependant les premières mesures de rétorsion sont prises : le 12 septembre 1975, les USA appliquent des mesures de restriction sur le commerce d'équipements stratégiques et la formation des pilotes libyens ; le 4 février 1975, la Libye est inscrite sur la liste des ennemis potentiels des Etats-Unis ; en mai 1978, ils prohibent la vente d'armes, de matériels électroniques et d'équipement agricole ; enfin en 1979, la Libye est inscrite sur la liste des Etats terroristes.

6.2 1981-2000 : la lutte déclarée

La Libye érigée en ‘‘Rogue State’’¹¹³

L'affaire des otages de l'ambassade de Téhéran a mis en lumière les hésitations américaines et leur incompétence militaire à lutter contre les extrémismes. Le concept d'Etat-voyou fait son apparition avec l'arrivée de l'Administration Reagan au pouvoir en janvier 1981 et sera à la base de la politique américaine jusqu'à nos jours. La neutralisation de ces Etats qui cherchent à remettre en cause l'ordre international se fait à travers des politiques visant à isoler ou punir le pays en question. Les moyens sont (et seront tous utilisés contre la Libye) la prise de sanctions économiques, l'action militaire, le soutien aux oppositions et aux pays voisins. Parallèlement Reagan relance une lutte active contre le communisme et les liens que Khadafi entretient avec Moscou le désignent comme une cible privilégiée¹¹⁴. De plus de nombreux rapports font état du soutien libyen à de nombreux mouvements terroristes et subversifs au Moyen-Orient, en Amérique Latine, en Asie du Sud-Est et dans les Caraïbes, sans oublier l'intervention au Tchad et l'appui au Polisario contre le Maroc. Enfin, il convient d'ajouter que les tensions entre Washington et Tripoli étaient alimentées par l'acrimonie personnelle entre les deux chefs d'Etat Reagan et Khadafi.

¹¹² SCHULER (H.), op. cit, p 318

¹¹³ Etat-voyou : défini comme celui qui menace la sécurité collective en général et les intérêts américains en particulier. Les Etats concernés étaient initialement: Libye, Iran, Corée du Nord, Cuba, auxquels il faudra rajouter l'Irak, ponctuellement la Serbie,... Pour plus de précisions sur ce concept, on pourra consulter : O'SULLIVAN (M.), « Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des ‘‘Rogue States’’ », in Politique Etrangère, n° 1, 2000, pp 67-80 et Sen. TORRICELLI (R.) et Dr. BERGSTEN (F.), « Sanctions against Rogue States : do they work », Council on Foreign Relations, avril 1998.

¹¹⁴ Il est à noter que cette vision manichéenne d'un Khadafi « marionnette des Soviétiques » des tenants de la Guerre Froide aux Etats-Unis était tout aussi erronée que lorsque dix ans auparavant, ils voyaient en Khadafi le rempart contre le communisme en Afrique et au Moyen-Orient.

Contre l' "aventurisme libyen" devient une priorité pour les Etats-Unis. Leur action s'engage sur plusieurs axes :

- des sanctions diplomatiques avec la fermeture de la mission libyenne à Washington et l'expulsion de son personnel en mai 1981,
- des pressions militaires avec des manœuvres constantes de la VI^e flotte dans le golfe de Syrte, amenant au besoin à la destruction de deux chasseurs libyens en août 1981, ainsi que des manœuvres communes (exercices "Bright Star") avec l'Egypte à la frontière libyenne,
- des sanctions économiques avec l'interdiction faite en décembre 1981 aux citoyens américains de se rendre en Libye, et la demande faite aux entreprises américaines d'évacuer leurs nationaux résidant en Libye. En mars 1982, Reagan ordonne la cessation de toute importation de pétrole libyen et décrète l'embargo sur toute exportation de matériel énergétique et technologique à destination de Tripoli.

Le dérapage de 1986 et ses suites

En réponse aux attentats meurtriers de Rome et Vienne perpétrés en décembre 1985 par le groupe Abou Nidal, soutenu par la Libye, les USA décident en janvier 1986, d'aggraver leurs sanctions et décrètent un embargo total sur la Libye, sommant les entreprises pétrolières américaines de cesser toute activité dans le pays. Les troupes américaines sont dès lors prêtes à passer à l'action. Un nouvel accrochage se produit début 1986 dans le golfe de Syrte où les navires US répliquent à un tir de missiles en détruisant 5 vedettes et des défenses sol-air côtières. C'est alors le moment que Khadafi choisit pour forcer le destin en fomentant l'attentat de la discothèque "La Belle Disco" à Berlin (200 blessés, 3 morts dont 2 soldats américains) le 05 avril. En riposte, les Etats-Unis déclenchent un raid aérien sur Tripoli et Benghazi les 14 et 15 avril, dans lesquels Khadafi est personnellement visé¹¹⁵. Le 30 juin, Reagan gèle les avoirs libyens aux USA.

Cette action militaire ne parvient pas à enrayer la spirale de la violence et encore moins à mettre un terme au règne de Khadafi, qui menace même d'envoyer sur le sol des Etats-Unis des commandos-suicides¹¹⁶. Khadafi se rapproche alors ostensiblement de Moscou. Le départ de Reagan et la Perestroïka ne changent pas fondamentalement sa politique, même si celle-ci se fait moins déclaratoire et plus secrète. Son offensive de charme vers l'Administration Bush échoue¹¹⁷. En février 1990, l'affaire de l'usine chimique de Rabta¹¹⁸, ainsi que les accusations relatives à l'explosion en plein vol de deux appareils civils français et américain (vol 103 de la Pan-Am au-dessus de Lockerbie en décembre 1988 et vol UTA au-dessus du Niger en septembre 1989) marquent une nouvelle tension avec les Occidentaux. Le 15 avril 1992 et le 11 novembre 1993, suite au refus du gouvernement libyen de livrer deux suspects soupçonnés d'avoir

¹¹⁵ 18 bombardiers F-111 en provenance de la bases US de Lakenheath en Grande-Bretagne et une dizaine de chasseurs venant des porte-avions de la VI^e flotte effectuent le raid. Au sein de la caserne Bab Azzija, le périmètre de la résidence du colonel Khadafi et notamment la tente où il a coutume de recevoir ses hôtes est en partie détruit. Sa fille adoptive aurait été tuée. Quatre au moins des bombes s'étant égarées, l'ambassade de France est détruite, et une majorité de civils est à déplorer parmi les 37 morts et la centaine de blessés. BURGAT (F.) et LARONDE (A.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, 1996, p 103

¹¹⁶ « Washington entend relever le défi de Tripoli », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2127, 15 août 1986, p 2092

¹¹⁷ Le 09 janvier 1989, Khadafi essuie un refus américain de négociations directes pour régler les différends.

¹¹⁸ L'Allemagne et les USA accusent la Libye d'utiliser cette usine pour fabriquer des armes chimiques de destruction massive. Le même grief sera exprimé en février 1993 pour le site de Tarhunah.

participé à l'attentat de la Pan-Am, le Conseil de Sécurité impose des mesures d'embargo à l'égard de la Libye, sur lesquels nous reviendrons ci-dessous. L'absence de réaction internationale, y compris dans le camp arabe, est significative de l'isolement dans lequel s'est enfoncée la Libye.

Les limites de l'embargo

Les sanctions contre la Libye ont véritablement débuté en mai 1978, date à laquelle les Etats-Unis ont prohibé la vente d'armes, de matériels électroniques et d'équipements agricoles. Une deuxième mesure a été prise en mars 1981, interdisant l'importation de pétrole libyen aux USA. Il est à noter que pendant ce temps, au-delà de la guerre de communiqués que se livrent les deux pays, les relations économiques se maintiennent puisque un bureau d'études texan se verra attribuer l'ingénierie de "la grande rivière artificielle", représentant l'un des plus gros contrats d'équipement jamais passés en Libye. Un embargo total a été décrété en janvier 1986. Les répercussions de ces sanctions sur l'économie et les finances libyennes ne sont pas dramatiques. Elles se limitent pratiquement au gel des avoirs libyens déposés dans les banques américaines. Cet embargo est bénéfique aux sociétés pétrolières européennes déjà bien implantées et qui ont encore développé leurs activités en remplacement des firmes américaines¹¹⁹. Pour tenter de remédier à cet état de fait, les USA promulguent la loi d'Amato-Kennedy en août 1996 qui prévoit des sanctions contre toute société étrangère investissant plus de 40 millions de dollars en Libye. Mais cette loi est devenue peu fonctionnelle car elle porte atteinte aux intérêts européens et a été jugée incompatible avec les règles de l'OMC en novembre 1996.

D'une sévérité moindre, les sanctions de l'ONU se fondent sur la résolution 748 (avril 92) qui interdit les vols à destination et à partir de la Libye ainsi que toute vente d'armes et sur la résolution 883 (novembre 1993) qui gèle les avoirs libyens à l'étranger (à l'exception notable de ceux générés par la vente de gaz, de pétrole¹²⁰ et de produits agricoles) et instaure un embargo sur des matériels utilisés dans l'exploitation des hydrocarbures. Aucune de ces résolutions n'impose de restrictions sur la vente de pétrole libyen, pilier de l'économie et représentant 95% des exportations du pays. Une telle mesure se serait heurtée à l'opposition des pays européens les plus dépendants des importations de pétrole en provenance de la Libye, à savoir l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne¹²¹. L'embargo sur les matériels nécessaires à l'extraction et l'acheminement du pétrole vers les terminaux a pu être contourné et n'a pas entamé la capacité libyenne à maintenir le niveau de ses exportations¹²². L'examen des finances extérieures (en annexe 7.1) montre que grâce aux exportations pétrolières, la balance commerciale libyenne est toujours excédentaire. En 1998, 25 sociétés opéraient dans les domaines de l'exploration

¹¹⁹ Ce qui n'empêche pas les firmes américaines de maintenir une présence. En 1996, les services français estimaient à 2000 les ressortissants américains travaillant sur place pour l'industrie, sous couvert de passeports canadiens.

¹²⁰ En fait, le gouvernement libyen ne peut disposer librement de ces recettes. Le montant des achats pétroliers est versé directement sur un compte dans une banque en Europe. Chaque société qui commerce avec la Libye doit avoir des preuves de ce versement. La Libye peut alors ouvrir des crédits sur cette banque pour acheter des produits non frappés par l'embargo. NAAOUSH (S.), « Effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2757, 11 sept 1998, pp 1908

¹²¹ D'autant que certaines raffineries ne sont équipées que pour recevoir le brut libyen

¹²² Quant au recul graduel des exportations entre 1992 (1,41 million de baril/jour) et 1996 (1,07 million de baril/jour), il était avant tout imputable à l'état du marché pétrolier et non aux sanctions de l'ONU. NIBL OCK (T.), « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, p 101

et de la production. Si l'embargo constituait un handicap sérieux, ces entreprises n'auraient pas envisagé des aventures aussi coûteuses. Concernant le gel des avoirs, le délai entre les résolutions 748 et 883 a permis au régime de Tripoli de redéployer ses fonds.

Si le noyau dur de l'économie libyenne n'a pas été affecté par les sanctions de l'ONU et des USA, les conditions de vie de la population se sont nettement détériorées, notamment avec la dégradation des services, le gel des salaires publics et l'inflation. Les sanctions ont fourni un alibi au gouvernement pour se disculper de sa mauvaise gestion de l'économie en rejetant le blâme sur les politiques vindicatives des puissances occidentales.

Conclusion : vers la normalisation ?

Si les tensions ont été vives entre les Etats-Unis et la Libye, plusieurs facteurs plaident pour une normalisation à venir. La campagne réussie du gouvernement libyen qui a su mobiliser en sa faveur un soutien international, notamment de la Ligue Arabe et de l'OUA, a amené, en août 1998, les USA et le Royaume-Uni à entériner la solution libyenne (émise dès 1992) d'un jugement des présumés coupables de l'attentat de la Pan-Am dans un pays tiers¹²³. En fait la position américano-britannique a été fragilisée par la décision de la Cour Internationale de Justice de se déclarer compétente et de donner un avis favorable à la proposition libyenne. En échange d'un procès à La Haye devant une cour écossaise, le Conseil de Sécurité lèverait les sanctions qui frappent le pays depuis 1992. De plus, depuis le début de 1998, le succès diplomatique de la Libye a menacé la capacité des USA à maintenir les sanctions. La pression venait de l'extérieur mais également de l'intérieur. En effet les grandes firmes américaines, notamment pétrolières, ont fait pression contre un embargo qui a donné en définitive peu de résultats et sacrifié leurs intérêts au profit des Européens. De son côté, Khadafi entend réintégrer le concert international des nations et déclare officiellement renoncer au terrorisme en décembre 1999. Les années futures devraient donc marquer un rapprochement entre la Libye et les Etats-Unis.

¹²³ La Libye refuse l'extradition de ses représentants vers les USA et la Libye. Ce jugement a eu lieu à partir d'avril 1999 à La Haye aux Pays-Bas

Conclusion : Y a-t-il une politique américaine au Maghreb ?

Si l'on regarde les données du commerce extérieur des Etats-Unis avec le Maghreb (en annexe 7.2), comparées avec les chiffres concernant l'Egypte et surtout Israël, on ne peut que s'interroger sur l'importance relative du Maghreb pour les USA sur le plan économique. Sur le plan stratégique, cette région a certes pu représenter au temps de la Guerre Froide une porte ouverte vers le monde arabe et l'Afrique mais cet intérêt a considérablement perdu de sa valeur et le Maghreb n'est plus aujourd'hui qu'un complément dans le dispositif américain en Méditerranée dont les pôles dominants se trouvent plus à l'est, en Turquie et au Moyen-Orient. Une politique américaine spécifique vis-à-vis du Maghreb qui ne représente pas un enjeu en-soi ne se justifie donc pas : il n'y a pas de politique américaine au Maghreb.

Est-ce à dire que les USA sont indifférents au sort de cette zone ? Je ne le pense pas. Pour eux, cette zone appartient certes à la sphère d'influence européenne, notamment de la France en ce qui concerne le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. La conception de leur rôle est celle d'un junior partner avant tout. Dans cette optique, ils ont mené et mènent une politique pragmatique dont le but est la préservation de leurs intérêts économiques, essentiellement énergétiques, en dépit des aléas et différends diplomatiques ; ainsi en a-t-il été avec l'Algérie et la Libye avec qui les Etats-Unis ont longtemps fait bon ménage sur le plan des affaires malgré les divergences idéologiques.

Néanmoins les Américains ont toujours considéré comme essentiel le maintien de la stabilité au Maghreb, celle-ci repose à leurs yeux sur deux piliers. Le premier, politique, se décline en deux volets. Le volet interne, concerne la viabilité de l'organisation du pays : les Etats-Unis, dans chaque Etat maghrébin, plaident pour la démocratisation politique et le respect des Droits de l'Homme, pour lesquels se battent de puissants lobbies en Amérique. Le volet externe consiste à assurer l'équilibre entre les Etats. Ainsi, aussi forts et anciens que puissent être leurs liens avec les Marocains, les USA ne se sont pour autant jamais fermement rangés à leurs côtés afin de ménager l'Algérie. Pour les USA, le Maghreb est un système où tout ce qui a lieu dans un pays a une influence sur l'autre. Leur diplomatie consiste à traiter l'élément perturbateur par une politique bilatérale spécifique, comme dans le cas de la Libye.

Le second pilier est économique. Sur le plan intérieur, l'action des Etats-Unis porte sur l'incitation à la libéralisation économique et l'adaptation des structures de l'Etat à l'économie de marché. Sur le plan extérieur, le partenaire privilégié du Maghreb est l'Union Européenne. Cependant, le secrétaire aux finances adjoint, Stuart Eizenstat a lancé en 2000 une initiative visant à la création d'une zone de libre-échange entre les Etats-Unis et les trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), articulée en deux parties : la promotion du commerce et des investissements privés entre l'Afrique du Nord et les Etats-Unis, et la création d'un climat propice au développement économique, à l'entreprise commerciale, aux investissements et aux échanges. Avec la Libye, la pression du patronat américain est forte en vue d'une normalisation des relations propice à la reprise des affaires.

7 Annexes

7.1 Données chiffrées sur le commerce extérieur

La Libye

Indicateurs	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Exportations	10567	9683	8123	7416	8777	8615	8950	7731
Importations	7939	7168	8015	6507	6076	7092	6747	6750
Balance commerciale	2628	2515	108	909	2701	1523	2203	981

(En millions de dollars)

Source : « Effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye », in Marchés tropicaux et méditerranéens, n°2757, 11 sept 1998, p 1907

Le commerce extérieur des Etats-Unis avec le Maghreb et certains pays méditerranéens

	Exportations US vers					Importations US de				
	1994	1995	1996	1997	1998	1994	1995	1996	1997	1998
Algérie	1191.1	774.8	631.7	695.0	650.2	1604.3	1807.2	2270.4	2645.6	1798.7
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	405.2	502.6	457.9	435.1	435.1	201.1	255.5	272.0	316.5	367.1
Tunisie	327.1	215.0	189.0	251.2	196.8	38.7	75.9	81.1	67.1	64.8
Israël	5006.0	5593.3	6009.0	5993.0	5993.0	5336.7	5840.7	6546.0	7459.4	8785.2
Egypte	2843.8	2985.3	3146.1	3840.0	3840.0	593.6	654.6	713.7	694.9	698.6

(En millions de dollars)

Source : US department of commerce

7.2 Chronologie

Code : G=général, A=Algérie, L=Libye, M=Maroc, T=Tunisie

1776	G: indépendance des Etats-Unis d' Amérique
1777	M: le Maroc est le premier à reconnaître la jeune république américaine
1786	M: 1° traité entre les USA et le Maroc (traité de Marrakech)
1791	M: 1° consulat US en Afrique du Nord à Tanger
1795	A: traité entre les USA et le Dey d'Alger et ouverture d'un consulat à Alger
1796	L: traité entre les USA et la Tripolitaine
1797	T: traité entre les USA et la Régence de Tunisie, renouvelé en 1799
1799	T: premiers diplomates US à Tunis
1801-1805	L: conflit entre les USA et la Tripolitaine
1815	A: guerre entre les USA et le Dey d'Alger
1824	T: 2° traité commercial américano-tunisien
1830	A: début de la conquête française en Algérie
1836	M: 2° traité américano-marocain (traité de Meknès)
1881	T: traité de Bardo: la Tunisie devient protectorat français
1906	M: traité d'Algésiras: le Maroc est placé sous tutelle européenne
1911-1940	T: colonisation italienne en Tripolitaine et Cyrénaïque, création de la Libye
30 mars 1912	M: protectorat franco-espagnol sur le Maroc
08 janvier 1918	G: discours Wilson "prévoyant un règlement large, libre et complètement impartial de toutes les revendications d'ordre colonial"
11 février 1918	G: discours Wilson sur "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"
08 nov 1942	G: débarquement allié en Afrique du Nord (opération TORCH)
22 janvier 1943	M: rencontre à Anfa entre le président Roosevelt et le sultan Mohammed V du Maroc
28 juin 1948	G: accord franco-américain dans le cadre du plan Marshall étendu à la Tunisie, Maroc et Algérie
12 juillet 1951	M: accord définitif franco-américain sur l'installation de 5 bases US au Maroc (suite à 1° accord secret du 22 décembre 1950)
24 décembre 1951	L: indépendance de la Libye (roi Idris 1 ^{er})
1955	L: début de l'exploitation du pétrole en Libye
02 mars 1956	M: indépendance du Maroc
20 mars 1956	T: indépendance de la Tunisie
26 mars 1957	T: accord d'aide économique et technique entre USA et Tunisie
02 avril 1957	M: accord d'aide économique et technique entre USA et Maroc
02 juillet 1957	A: rapport du sénateur Kennedy sur la guerre d'Algérie
08 février 1958	T: riposte française par bombardement sur le village tunisien Sakhiet-Sidi-Youssef
décembre 1959	M: accord entre Mohammed V et le président Eisenhower sur l'évacuation théorique des bases US au Maroc avant la fin 1963
novembre 1960	M: achat de MIG soviétiques par le Maroc
février 1961	M: mort de Mohammed V, remplacé par Hassan II
juillet 1961	T: affrontements franco-tunisiens à Bizerte
03 juillet 1962	A: indépendance de l'Algérie
15 octobre 1962	A: voyage de Ben Bella aux USA
16 octobre 1962	A: rencontre Ben Bella-Castro à Cuba
mars 1963	M: 1° visite officielle du roi Hassan II aux USA
05 juillet 1963	A: 1° ambassadeur algérien à Washington
octobre 1963	A-M: "Guerre des Sables" entre le Maroc et l'Algérie
novembre 1963	G: assassinat de Kennedy, Johnson président des USA
01 janvier 1964	M: les bases US au Maroc sont théoriquement remises aux autorités marocaines
19 juin 1965	A: chute de Ben Bella en Algérie, Houari Boumediène président
05 juin 1967	G: début de la guerre israélo-arabe des "Six-Jours"
06 juin 1967	A: rupture des relations diplomatiques entre les USA et l'Algérie
janvier 1969	G: Nixon président des USA
01 septembre 1969	L: prise de pouvoir en Libye par le colonel Khadafi, à la tête des "officiers libres" et proclamation de la république

09 octobre 1969	A: signature du contrat gazier entre la Sonatrach (Algérie) et la société US El Paso
décembre 1969	L: accord sur l'évacuation des bases US et britanniques en Libye (qui sera effectuée en 1970)
01 septembre 1970	L: flambée du prix du pétrole déclenchée par la Libye
juillet 1971	M: attentat de Skhirat contre Hassan II
août 1972	M: des officiers marocains tentent d'abattre en plein vol le Boeing du roi Hassan II
1973	G: création du front Polisario L: les Mirage libyens abattent un avion de reconnaissance US au-dessus du golfe de Syrte L: la Libye occupe la bande d'Aouzou au Tchad
septembre 1973	A: 4 ^e sommet des Non-Alignés à Alger
octobre 1973	G: guerre du Kippour entre Arabes et Israéliens
01 décembre 1973	L: nationalisation des biens de la British Petroleum en Libye
1974	G: démission de Nixon, Ford président des USA
11 avril 1974	A: le président Boumediène est reçu à la Maison Blanche (fait exceptionnel car les relations sont alors rompues entre les deux pays)
juillet 1974	M: le Maroc déclenche officiellement l'affaire du Sahara Occidental
novembre 1974	A: rétablissement des relations diplomatiques entre les USA et l'Algérie
16 octobre 1975	M: discours de Hassan II annonçant la "Marche Verte" au Sahara Occidental
06 novembre 1975	M: "Marche Verte"
14 novembre 1975	M: traité de Madrid: l'Espagne transfère au Maroc (2/3) et à la Mauritanie (1/3) l'administration du Sahara Occidental
27-28 janvier 1976	A-M: affrontement direct entre troupes algériennes et marocaines à Amgala au Sahara Occidental
27 février 1976	G: le Front Polisario proclame l'indépendance de la RASD
janvier 1977	G: Carter président des USA
02 mars 1977	L: proclamation de la Jamahiriya populaire et socialiste de Libye
avril 1978	G: accords de Camp David entre Israël et l'Égypte
février 1979	A: Chadli Bendjedid devient président de l'Algérie
26 mars 1979	G: traité de paix signé entre Israël et l'Égypte
02 décembre 1979	L: saccage de l'ambassade US à Tripoli
20 janvier 1980	G: libération des otages US de Téhéran, grâce au rôle majeur joué par l'Algérie
27 janvier 1980	T: tentative de déstabilisation du régime tunisien lors de l'affaire de Gafsa
16 mai 1980	L: les Américains retirent leurs deux derniers diplomates de Libye
16 septembre 1980	L: incident aérien entre un avion de reconnaissance US et un chasseur libyen
novembre 1980	L: début de l'engagement direct de la Libye au Tchad
janvier 1981	G: Reagan président des USA
mai 1981	L: les USA ordonnent la fermeture de la représentation libyenne à Washington
19 août 1981	L: 2 avions de chasse libyens sont abattus par les Américains au-dessus du golfe de Syrte
octobre 1981	G: sommet des Non-Alignés à Cancun
octobre 1981	M: Le Front Polisario défait le Maroc à Guelta Zemmour
décembre 1981	L: les USA interdisent aux citoyens américains de se rendre en Libye et demandent aux entreprises américaines d'évacuer leurs nationaux résidant en Libye
mars 1982	L: Reagan ordonne la cessation de toute importation de pétrole libyen et décrète l'embargo sur toute exportation de matériel énergétique et technologique à destination de Tripoli
mai 1982	M: accord de coopération militaire entre les USA et le Maroc
06 juin 1982	G: Israël envahit le Liban (opération « Paix en Galilée »)
septembre 1983	A: visite du vice-président Bush à Alger
13 août 1984	M-L: accord d'Oujda (traité d'union entre le Maroc et la Libye)
16-22 avril 1985	A: 1 ^o visite officielle d'un Chef d'Etat algérien aux USA
01 octobre 1985	T: bombardement israélien des locaux de l'OLP à Tunis
27 décembre 1985	L: attentats de Rome et Vienne perpétrés par le groupe Abou Nidal, soutenu par la Libye (20 civils tués dont 5 Américains)
janvier 1986	L: embargo total sur la Libye décrété par les USA
05 avril 1986	L: attentat fomenté par la Libye dans un cabaret de Berlin (3 morts dont 2 Américains)
14-15 avril 1986	L: raid aérien US sur Benghazi et Tripoli

30 juin 1986	L: Reagan décrète le gel des avoirs libyens aux USA
29 août 1986	M-L: le Roi du Maroc dénonce l'accord d'Oujda avec la Libye
07 novembre 1987	L: En Tunisie, Bourguiba est déposé par son successeur Ben Ali
mai 1988	M-A: rétablissement des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie
20 septembre 1988	M: le plan de paix entre le Maroc et le Front Polisario est adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU
21 décembre 1988	L: attentat contre le vol 103 de la Pan-Am au-dessus de Lockerbie (270 morts)
janvier 1989	G: Bush président des USA
17 février 1989	G: naissance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
nov89	L: attentat contre le DC10 UTA au-dessus du Niger (171 morts)
16 janvier 1991	G: début de la guerre du Golfe
29 avril 1991	M: l'ONU décide le déploiement de la MINURSO au Sahara Occidental
janvier 1992	A: Mohammed Boudiaf président de l'Algérie
15 avril 1992	L: résolution 748 du Conseil de Sécurité contre la Libye, prévoyant un embargo aérien et l'interdiction des ventes d'armes
29 juin 1992	A: assassinat de M.Boudiaf, Ali Kafi devient président de l'Algérie
janvier 1993	G: Clinton président des USA
11 novembre 1993	L: résolution 883 du Conseil de Sécurité contre la Libye qui étend l'embargo à des matériels utilisés dans le secteur des hydrocarbures et gèle les avoirs libyens à l'étranger
janvier 1994	A: Liamine Zéroual président de l'Algérie
05 août 1996	L: loi d'Amato-Kennedy prévoyant des sanctions contre les sociétés étrangères investissant en Libye
août 1998	L: les USA et le Royaume-Uni acceptent la solution libyenne d'un procès des présumés responsables de l'attentat de la Pan Am dans un pays tiers (La Haye aux Pays-Bas)
05 avril 1999	L: les présumés responsables libyens de l'attentat de la Pan Am arrivent aux Pays-Bas
avril 1999	A: Abdelaziz Bouteflika président de l'Algérie
16 septembre 1999	A: loi sur la concorde civile en Algérie
02 décembre 1999	L: Khadafi annonce renoncer officiellement au terrorisme

1- Principales références utilisées:
(classement par thèmes)

Général.:

Articles :

- ◆ ALBRIGHT (M.), « The testing of American foreign policy », in *Foreign Affairs*, vol 77, n°6, nov-déc 1998, pp 50-64
- ◆ JEWAD (K.), « Le boycott arabe de la conférence de DOHA », in *Maghreb-Machrek*, n°159, janv-mars 98
- ◆ AL-AHNAF (M.), « L'opposition maghrébine face à la guerre du Golfe », et DJAIB (H.), « Points de vue d'un intellectuel tunisien : l'histoire en marche », in *Maghreb-Machrek*, n°130, janv-mars 91
- ◆ « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°7, 1° trim.1965 et n°8, 2° trim 1965

Documents :

- ◆ « Initiative Eizenstat », discours à Tunis du 16 juin 1998, dans Document de l'étude dirigée 1999-2000
- ◆ « Le Maghreb entre l'Europe et les Etats-Unis », in *Etudes internationales*, Tunis, n°70, janv 1999, rapport de synthèse
- ◆ « Maghreb 1998. Approches françaises et américaines différentes et complémentaires », avec le concours de ZARTMAN (I.W.) et LEVEAU (R.), French-American Foundation, Paris, 05 mai 1998
- ◆ « Le rôle des compagnies US au Sahara », in *TTU Monde Arabe*, n°118, 15 mai 1998

Algérie.:

Ouvrages :

- ◆ GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, Paris, 1984
- ◆ AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, Paris, 2000

Articles :

- ◆ MEKKI (M.S.), « Vers un partenariat stratégique Alger-Washington ? », in *Le débat stratégique*, n°52, déc 2000, P 6
- ◆ KEFI (R.), « L'Algérie vue de Washington », in *Jeune Afrique*, n°1930, 06 janvier 1998
- ◆ CHASE (R.S.), HILL (E.B.) et KENNEDY (P.), « Pivotal states and US strategy », in *Foreign Affairs*, vol 75, n°1, janv-fév 1996, pp 33-52
- ◆ MORTIMER (R.), « Les Etats-Unis face à la crise algérienne », in *Maghreb-Machrek*, n°149, juillet-sept 1995
- ◆ GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXX, CNRS Editions, Aix-en-Provence, 1991, pp 401-435

Documents :

- ◆ GRIMAUD (N.), « Algérie : Memorandum d'information économique », avril 1993

Lybie:

Ouvrages :

- ◆ GUENERON (H.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, Paris, 1976
- ◆ BURGAT (F.) et LARONDE (A.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, Paris, 1996

Articles :

- ◆ O'SULLIVAN (M.), « Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des “Rogue States” », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, pp 67-80
- ◆ NIBL OCK (T.), « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, pp 95-108
- ◆ VANDEWALLE (D.), *Lybia since Independance*, 1998
- ◆ NAAOUSH (S.), « Effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2757, 11 sept 1998, pp 1907-1910
- ◆ GHARBI (S.), « le nouveau rêve africain de Khadafi », in *Jeune Afrique*, n°1912, 27 août 1997, pp 11-18
- ◆ WALLER (R.), « Libyan threat perception », in *Jane's Intelligence Review*, vol 7, n°9, sept 1995, pp 407-410
- ◆ SCHULER (H.), « Inamovible Khadafi », in *Politique Internationale*, n°64, 1994, pp 313-338
- ◆ ROGALSKI (M.), « Embargos : stratégie totale ou menace tronquée », in *Le débat stratégique*, n°11, nov 1993, p 1-4
- ◆ ZIMMERMANN (T.), « The American bombing of Libya. A success for coercitive diplomacy ? », in *Survival*, mai-juin 1987, pp 105-214
- ◆ SCHUMACHER (E.), « Les Etats-Unis et la Lybie », in *Foreign Affairs*, n°2, 1986, pp 329-348
- ◆ « Washington entend relever le défi de Tripoli », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2127, 15 août 1986, p 2092

Documents :

- ◆ Sen. TORRICELLI (R.) et Dr. BERGSTEN (F.), « Sanctions against Rogue States : do they work », Council on Foreign Relations, avril 1998, sur internet

Maroc et Sahara Occidental:

Ouvrages :

- ◆ BERRAMDANE (A.), *Le Maroc et l'Occident*, Khartala, Paris, 1987
- ◆ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, Paris, 1992
- ◆ MOHSEN-FINAN (K.), *Sahara Occidental, les enjeux d'un conflit régional*, CNRS Editions, Paris, 1997

Articles :

- ◆ Spécial Maroc, in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2836, 17 mars 2000, pp 441-449
- ◆ « Les échanges avec les pays de l'Amérique du Nord », in *Revue d'information de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur*, n°261, fév 1999
- ◆ DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86

Tunisie.:

Ouvrages :

- ◆ GRIMAUD (N.), La Tunisie à la recherche de sa sécurité, PUF, Paris, 1995

On pourra également se documenter dans les collections complètes des revues diverses : Collections de TTU, L'Annuaire de l'Afrique du Nord, Les Cahiers de l'Orient, Confluences Méditerranée, Maghreb puis Maghreb-Machrek, Jeune Afrique puis Jeune Afrique-L'intelligent, Middle East International, Middle East Journal, Middle East Report

2- Principaux sites Internet

Sites sur le Maghreb :

www.irmcmaghreb.org (institut de recherche de Tunis sur le Maghreb)

www.marocnet.net.ma

www.ifrance.com/confluences (revue Confluences)

Site du gouvernement US :

www.state.gov

<http://catalog.loc.gov> (library of congress)

Table des matières

INTRODUCTION	3
1 APERÇU HISTORIQUE JUSQU'AUX INDEPENDANCES	4
1.1 De la fin du 18° siècle à la seconde guerre mondiale	4
1.2 La guerre et les contacts avec les nationalistes	6
1.3 L'après-guerre et les indépendances	7
2 ETATS-UNIS ET ALGERIE : ATTRACTION / REPULSION ENTRE HEURTS POLITIQUES ET PRAGMATISME ECONOMIQUE	9
2.1 1962-1978 : de l'opposition au dialogue	9
1962-1965 : des débuts difficiles	9
1965-1968 : vers la rupture	10
1969-1978 : le pragmatisme économique	11
2.2 1979-1991 : de l'observation à la banalisation	13
Des nouvelles perspectives	13
Une lente amélioration des relations bilatérales	13
Des discordances persistantes	14
2.3 1992-2000 : un Etat sous surveillance	15
Conclusion : vers un partenariat stratégique ?	15
3 ETATS-UNIS ET MAROC : L'ANCRAGE A L'OUEST	17
3.1 Des relations globalement empreintes d'amitié et de soutien mutuel	17
Hassan II et le recentrage marqué sur l'ouest	17
Réévaluation des liens suite au problème du Sahara Occidental	18
L'alliance momentanée sous les présidences Bush et Reagan	19
3.2 La coopération militaire	20
Une position géostratégique privilégiée	20
La continuité de la présence militaire US au Maroc	21
L'assistance aux FAR	21
3.3 La coopération économique	23
Conclusion : une trop vieille amitié ?	24
4 SAHARA OCCIDENTAL : LE DILEMME DES ETATS-UNIS	25
4.1 Les origines du conflit	25
4.2 La position américaine	25

5	ETATS-UNIS ET TUNISIE : LA GARANTIE SECURITAIRE	27
5.1	La vision de Bourguiba	27
	La fascination de Bourguiba	27
	L'intérêt américain	28
5.2	Le protecteur américain	28
	Contre le communisme ...et la France	28
	Contre ses voisins arabes	29
5.3	L'originale démarche tunisienne au Moyen-Orient	30
	Conclusion : la nécessaire recherche du frère protecteur	31
6	ETATS-UNIS ET LIBYE : LE SHERIF ET LE HORS-LA-LOI	33
6.1	1969-1980 : de la coopération aux prémices de l'affrontement	33
	L'arabisme rempart contre le communisme ?	33
	La politique pétrolière libyenne	34
	La détérioration progressive	34
6.2	1981-2000 : la lutte déclarée	35
	La Libye érigée en "Rogue State"	35
	Le dérapage de 1986 et ses suites	36
	Les limites de l'embargo	37
	Conclusion : vers la normalisation ?	38
	CONCLUSION : Y A-T-IL UNE POLITIQUE AMERICAINE AU MAGHREB ?	39
7	ANNEXES	40
7.1	Données chiffrées sur le commerce extérieur	40
	La Libye	40
	Le commerce extérieur des Etats-Unis avec le Maghreb et certains pays méditerranéens	40
7.2	Chronologie	41
8	BIBLIOGRAPHIE	44